

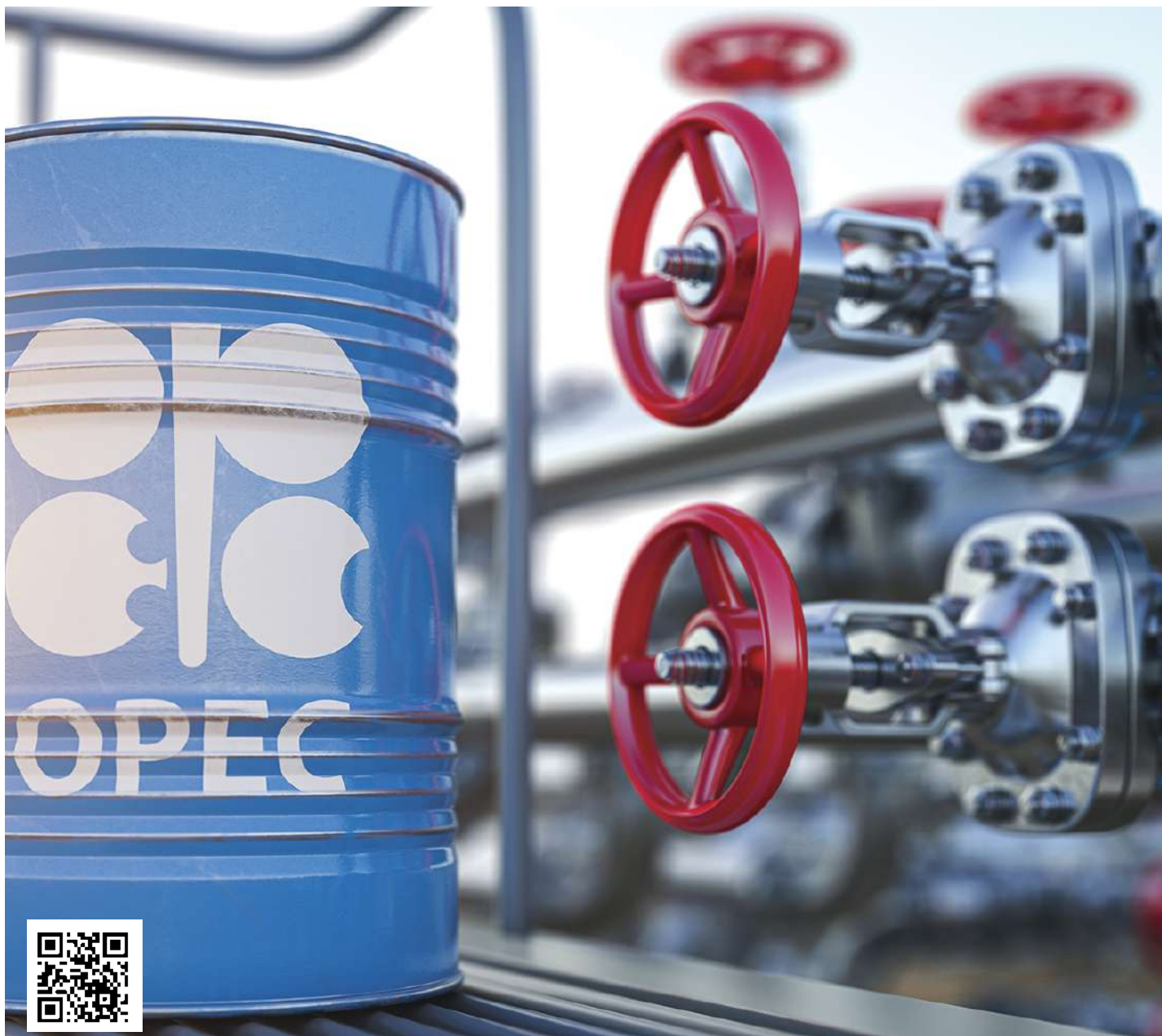
SÉCHERESSE
Plus de la moitié de
l'Europe et du
pourtour
méditerranéen
affectés

P 11

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE EN 2026

L'Opep révisé à la hausse ses prévisions

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu, hier, ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2025 et a légèrement revu à la hausse celles de 2026, tirée par la croissance de l'économie mondiale alors que l'incertitude liée aux droits de douane américains s'atténue, a-t-elle indiqué dans son rapport mensuel. P 3



PAIEMENTS
ÉLECTRONIQUES VIA
«BARIDI MOB »
60 millions de
transactions par an

Les Algériens adoptent de plus en plus les paiements électroniques, notamment via l'application « Baridi Mob » liée à la carte « Edahabia ». En effet, selon les chiffres du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sidi Ali Zerrouki, 70 % des opérations de paiement électronique par carte « Edahabia » sont réalisées via l'application « Baridi Mob », soit environ 60 millions de transactions par an.

P 2

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
Vers la production
locale des
dispositifs
médicaux

L'Algérie s'engage dans une nouvelle phase de son développement pharmaceutique avec un objectif clair : assurer la production locale de dispositifs médicaux et réduire sa dépendance aux importations. Pour le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, cette étape s'inscrit dans une stratégie globale dictée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à « garantir l'autosuffisance sanitaire et renforcer l'indépendance économique du pays ».

P 3

ÉCOLE NATIONALE
SUPÉRIEURE DE
NANOSCIENCES ET
NANOTECHNOLOGIES
Soutenir la
compétitivité
industrielle de
l'Algérie

Alors que la 4^e révolution industrielle redéfinit les contours de la production et de l'innovation, l'Algérie mise sur un atout stratégique : la formation d'élites scientifiques capables de maîtriser l'infiniment petit pour transformer l'économie nationale.

P 3

DGI
Paiement en ligne de la
taxe carburants pour les
voyageurs par voie
terrestre P 2

CAMPAGNE AGRICOLE À SIDI BEL ABBÈS
Récolte de plus de 70.000
quintaux de céréales P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX
L'or chute
sur fond d'incertitude
tarifaire P 4

DGI
Païement en ligne de la
taxe carburants pour
les voyageurs par voie
terrestre

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, hier dans un communiqué, la mise en service d'une nouvelle fonctionnalité permettant le paiement électronique, via la plateforme de paiement en ligne des droits de timbre "Tabioucom", de la taxe sur la consommation des carburants pour les véhicules des usagers se déplaçant par voie terrestre vers les pays frontaliers. Ce dispositif permet d'effectuer le paiement à distance et d'éditer la quittance correspondante, sans se rendre dans les services des impôts, précise la DGI. Accessible à l'adresse <https://tabioucom.mf.gov.dz>, la plateforme fonctionne en continu et accepte les paiements par carte interbancaire (CIB) et carte Edhabia. Les tarifs de la taxe sont fixés à 500 DA pour les véhicules touristiques, 3500 DA pour les véhicules utilitaires et camions de moins de dix tonnes, et 12000 DA pour les camions de dix tonnes et plus, ainsi que pour les bus. Les services des douanes procèdent à l'authentification et à la validation des quittances électroniques aux postes et centres frontaliers via cette plateforme. "Tabioucom" permet également le paiement en ligne de la taxe sur les titres de transport. La DGI invite les usagers à consulter le portail public dédié pour davantage d'informations.

PROGRAMMES
PRÉVISIONNELS
D'IMPORTATION
Les investisseurs
industriels appelés à les
déposer avant le 20
août

Le ministère du Commerce extérieur appelle les investisseurs industriels à déposer leurs programmes prévisionnels d'importation avant le 20 août. Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a appelé, mardi, dans un communiqué, les porteurs de projets à caractère industriel, actuellement en phase de réalisation, à déposer leurs programmes prévisionnels d'importation pour le 2e semestre de 2025, avant le 20 août. Cette mesure concerne les opérateurs économiques titulaires d'un certificat d'enregistrement délivré par les guichets uniques de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ajoute le ministère. Le dépôt s'effectue par courrier électronique à l'adresse: pp.aapi@mcepe.gov.dz, accompagné du certificat d'enregistrement et de la liste des biens et services éligibles aux avantages, précise la même source.

PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES VIA « BARIDI MOB »

60 millions de transactions par an

Les Algériens adoptent de plus en plus les paiements électroniques, notamment via l'application « Baridi Mob » liée à la carte « Edhabia ». En effet, selon les chiffres du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sidi Ali Zerrouki, 70 % des opérations de paiement électronique par carte « Edhabia » sont réalisées via l'application « Baridi Mob », soit environ 60 millions de transactions par an.

Par Selma R

Dans sa réponse écrite à une question du député Abdelouahab Yagoubi sur les terminaux de paiement électronique (TPE), le ministre a expliqué que ces derniers ne sont qu'un des moyens de paiement électronique disponibles en Algérie, aux côtés du paiement par code QR, de l'application « Baridi Mob » et du paiement en ligne, précisant que les tendances mondiales actuelles privilégient ces deux derniers modes. Il a précisé que l'application « Baridi Mob », qui compte plus de cinq millions d'abonnés, connaît un engouement croissant de la part des usagers, grâce à sa facilité d'utilisation et aux services qu'elle propose, tels que le rechargement du téléphone mobile, le paiement des factures de téléphonie fixe

et d'Internet fixe d'Algérie Télécom, ainsi que le règlement des factures d'eau et d'électricité. Bien que représentant 70 % des paiements électroniques par carte « Edhabia », soit environ «60 millions d'opérations par an», cet indicateur reste en deçà des capacités et des ambitions fixées, malgré une progression d'année en année. En ce qui concerne l'infrastructure numérique utilisée, M. Zerrouki a indiqué qu'elle repose sur la plateforme numérique d'Algérie Poste, un système monétique numérique performant et efficace, offrant une sécurité optimale et une capacité élevée à exécuter de nombreuses opérations 24h/24 et 7j/7. Il a rappelé que le plan d'action sectoriel prévoit un axe spécifique consacré à la généralisation des moyens de paiement électronique, dans le cadre de la feuille

de route gouvernementale établie à cet effet. Ce plan repose également sur la plateforme monétique sécurisée et la fourniture de cartes de paiement. La dynamique enregistrée dans la production et la distribution des cartes « Edhabia » a permis de porter leur nombre à plus de 15 millions actuellement, contre 5 millions en 2020. Le plan comprend aussi un volet de sensibilisation visant à inciter les citoyens à recourir aux outils de paiement électronique et à leur faire connaître les avantages qu'ils offrent, notamment en matière de gain de temps, de sécurité et de traçabilité. Il a par ailleurs invité le député Yagoubi à visiter les structures d'Algérie Poste impliquées dans ce domaine, afin de constater sur le terrain les efforts déployés et les indicateurs enregistrés.

MDN

Inauguration du Centre de repos familial de l'ANP à Zemmouri

Par R E.

Le Général de Corps d'Armée Mostafa Smaali, Commandant des Forces Terrestres, a présidé, lundi, au nom du Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale (MDN), Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), la cérémonie d'inauguration du Centre de repos familial de l'ANP, à Zemmouri en 1ère Région Militaire, indique un communiqué du MDN. "Dans le cadre du renforcement et de

l'amélioration des services sociaux au profit des personnels du ministère de la Défense nationale et de leurs ayants droit, et au nom de Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général de Corps d'Armée Mostafa Smaali, Commandant des Forces Terrestres, a présidé aujourd'hui lundi 11 août 2025 la cérémonie d'inauguration du Centre de repos familial de l'ANP à Zemmouri en 1ère Région Militaire",

précise la même source. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Commandant de la Première Région Militaire, du Directeur Central du Service Social du ministère de la Défense nationale ainsi que des Directeurs et Chefs de Services Centraux de l'Etat-Major de l'ANP et du MDN. A l'entame, "le Général de Corps d'Armée a suivi un exposé exhaustif sur ledit Centre, avant de visiter ses différentes infrastructures, à l'instar de la résidence des hôtes, du foyer ainsi que des infrastructures sportives

et récréatives. A l'issue le Général de Corps d'Armée, Commandant des Forces Terrestres a signé le livre d'or du Centre", souligne le communiqué. "Le Centre de repos familial de l'Armée nationale populaire de Zemmouri sis dans la wilaya de Boumerdès en 1ère Région Militaire, constitue un nouvel acquis qui vient consolider les infrastructures sociales, et traduit l'intérêt accordé par le Haut Commandement de l'ANP à l'aspect social de son personnel", conclut le communiqué du MDN.

PORT DE TIPASA

Lancement de la 2e campagne de plongée et de recherche archéologique

Par R E.

La deuxième campagne de plongée et de recherche archéologique sous-marine a été lancée, lundi, à partir du port de Tipasa, en application des recommandations du Comité du patrimoine mondial visant à élargir la zone de protection du site archéologique de Tipasa. L'opération, inscrite dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de la Culture et des Arts, a été lancée par le directeur local de la culture, Boubekeur Arous. La campagne a mobilisé 11 plongeurs archéologues et chercheurs représentant plusieurs institutions et organismes nationaux, dont le Musée public national maritime, l'Office national de gestion

et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), le Centre national de recherche en sciences marines et en aquaculture de Bou Ismail, ainsi que la direction de la culture et des arts de la wilaya, a indiqué M. Arous à l'APS. L'équipe de recherche procédera, tout au long de cette campagne qui se poursuivra jusqu'en septembre, à des plongées en mer afin de récupérer divers objets archéologiques dont l'emplacement a été repéré lors de la première opération menée en avril dernier. Il s'agira également de rechercher d'éventuelles autres pièces archéologiques sur le site. Selon M. Arous, cette initiative scientifique et culturelle vise à délimiter la zone tampon de l'extension maritime du site ar-

chéologique, en vue de prendre les mesures de protection appropriées durant cette année 2025. Elle a également pour objectif de vérifier l'hypothèse de l'existence d'une cité antique sous-marine et celle d'un port datant de la préhistoire, plus précisément de l'époque phénicienne, et d'en identifier les éléments et les limites. Le responsable a souligné que le ministère de la Culture et des Arts, et par son intermédiaire les autorités publiques, œuvraient à la préservation de tous les sites archéologiques de Tipasa. Pour rappel, la 1ère campagne de plongée et de recherche archéologique avait débuté en avril dernier, mais avait été interrompue en raison des mauvaises conditions météorologiques, selon la même source.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE EN 2026

L'Opep révisé à la hausse ses prévisions

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu, hier, ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2025 et a légèrement revu à la hausse celles de 2026, tirée par la croissance de l'économie mondiale alors que l'incertitude liée aux droits de douane américains s'atténue, a-t-elle indiqué dans son rapport mensuel.

Par Sirine R.

L'organisation estime que la demande en or noir devrait augmenter de 1,3 million de barils par jour (mb/j) en 2025 et de 1,4 mb/j en 2026, pour s'établir respectivement à 105,1 mb/j et 106,5 mb/j. « Les prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2025 restent inchangées à 1,3 mb/j en glissement annuel, soit le même niveau que l'évaluation du mois dernier », souligne l'Opep. En 2026, la demande mondiale de pétrole devrait croître de 1,4 mb/j, soit une hausse de 0,1 mb/j par rapport à l'évaluation du mois dernier, « grâce à une activité économique soutenue », ajoute-t-elle. Elle précise que « les prévisions de croissance économique mondiale pour 2025 sont légèrement revues à la hausse, à 3,0 %, tandis que celles pour 2026 restent à un niveau robuste de 3,1 % ». Selon l'Opep, la demande en 2025 devrait être tirée par les pays non membres de l'OCDE, pour environ +1,2 mb/j, notamment en Inde et en Chine, contre 0,1 mb/j pour les pays membres de l'OCDE, qui réunit essentiellement des pays développés. En 2026, la hausse de la demande mondiale de pétrole devrait s'établir à 1,2 mb/j hors OCDE et environ 0,2 mb/j dans la zone OCDE. Il est à rappeler que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, l'Opep+, avait décidé début de ce mois d'augmenter sa production de 548 000 barils par jour en septembre. La décision



des pays producteurs répond à leur stratégie de reconquête des parts de marché annoncée en avril dernier. En juillet, l'organisation avait entamé une augmentation de 548 000 barils par jour contre 411 000 les mois précédents. Suite à cette décision, le quota de l'Algérie augmentera de 11 000 barils par jour à compter de septembre 2025. « Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion ministérielle tenue par visioconférence le dimanche 3 août 2025, à laquelle ont participé les ministres de l'Énergie ou représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan, du Sultanat d'Oman et de la Fédération de Russie », a indiqué un communiqué du ministère. Et d'ajouter : « Au terme des échanges, les

huit pays se sont accordés sur une augmentation collective de la production de 547 000 barils par jour pour le mois de septembre 2025. La part algérienne dans cette révision se traduira par une hausse modérée mais significative de 11 000 barils/jour », explique le communiqué. Concernant les prix du pétrole, hier, les cours ont connu un redressement, encouragés par l'extension de la trêve commerciale entre Washington et Pékin. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 0,18 % à 67,01 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait à peine 0,09 % à 64,02 dollars.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE NANOSCIENCES ET NANOTECHNOLOGIES

Soutenir la compétitivité industrielle de l'Algérie

Par M. A.

Alors que la 4^e révolution industrielle redéfinit les contours de la production et de l'innovation, l'Algérie mise sur un atout stratégique : la formation d'élites scientifiques capables de maîtriser l'infiniment petit pour transformer l'économie nationale. Créée en 2023 au cœur du pôle scientifique et technologique de Sidi Abdallah, l'École Nationale Supérieure de Nanosciences et Nanotechnologies (ENSNN) se positionne comme un moteur de la compétitivité industrielle dans des secteurs aussi variés que l'électronique, la chimie, la médecine ou la biologie. Lors de son intervention à la télévision nationale, le Pr Hacene Mahmoudi, directeur de l'ENSNN, a expliqué que « Le nanomètre, c'est un milliardième de mètre : si vous coupez un cheveu humain en 100 000 parties, une seule correspond à cette échelle ». Il a ajouté qu'« à cette dimension, les matériaux changent de propriétés. On peut fabri-

quer des structures plus légères que l'aluminium et plus solides que l'acier, ou des verres pratiquement incassables ». Première institution de ce genre dans le monde arabe et en Afrique, l'ENSNN accueille déjà sa troisième cohorte, composée de 196 étudiants. L'admission y est hautement sélective : pour la rentrée 2025, la moyenne minimale au baccalauréat s'est établie à 17,96. Le cursus de l'école s'étend sur cinq ans, avec deux années de tronc commun suivies de trois années de spécialisation. Quatre filières sont proposées : la nano-électronique, les capteurs (essentiels en électronique et en médecine), l'énergie verte (axée sur les batteries et les énergies renouvelables) et les membranes et matériaux nano structurés (spécialisés dans le dessalement et le traitement de l'eau). Le Pr Mahmoudi a souligné : « Nous ne formons pas seulement des ingénieurs, mais aussi des créateurs d'entreprises, des chercheurs et des leaders capables d'inventer des solutions locales pour des enjeux globaux ». L'école mise sur un équilibre en-

tre enseignement théorique et pratique. Les étudiants bénéficient de travaux en laboratoire, de stages en centres de recherche et de collaborations avec des entreprises utilisant déjà les nanotechnologies, dans le public comme dans le privé. Les partenariats dépassent les frontières, car l'ENSNN coopère avec des universités russes spécialisées et un centre italien de recherche sur les membranes, tout en multipliant les accords avec des institutions algériennes. Dans le même bâtiment, un Centre national de recherche en nanosciences est en cours d'équipement. Il devrait être opérationnel pour accompagner la première promotion diplômée et renforcer la capacité du pays à développer des innovations industrielles à forte valeur ajoutée. Pour le Pr Mahmoudi, l'objectif est clair : « Les nanotechnologies sont un levier majeur pour positionner l'Algérie comme un acteur compétitif dans des industries stratégiques. Notre mission est de fournir le capital humain qui portera cette ambition ».

INDUSTRIE

PHARMACEUTIQUE

Vers la production locale des dispositifs médicaux

Par Mourad A.

L'Algérie s'engage dans une nouvelle phase de son développement pharmaceutique avec un objectif clair : assurer la production locale de dispositifs médicaux et réduire sa dépendance aux importations. Pour le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, cette étape s'inscrit dans une stratégie globale dictée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à « garantir l'autosuffisance sanitaire et renforcer l'indépendance économique du pays ». Aujourd'hui, l'Algérie couvre déjà 80 % de ses besoins en médicaments grâce à la production locale. « Nous ne voulons pas nous arrêter là. Les dispositifs médicaux représentent encore un point faible, car ils sont massivement importés. Nous avons décidé de lancer la production nationale pour atteindre l'autonomie totale », a affirmé M. Kouidri sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Deux unités de fabrication verront prochainement le jour, dont l'une en partenariat avec l'Italie, avec un démarrage des travaux prévu dès la semaine prochaine. En parallèle, le pays accélère la réduction de la facture d'importation des matières premières pharmaceutiques. Trois projets majeurs seront lancés par Saïdal d'ici la fin de l'année, notamment à Batna et Alger, avec un délai de réalisation de 18 mois. « Ces unités nous permettront de fabriquer nos propres intrants et de réduire significativement notre dépendance », a souligné le ministre. L'innovation occupe également une place centrale dans la stratégie nationale. Le ministre a annoncé le lancement du plus grand projet de Saïdal dans le domaine de la thérapie cellulaire, en partenariat avec Madar Holding. Cette initiative, une première en Algérie et en Afrique, vise à traiter des maladies chroniques, neurodégénératives, ainsi que le diabète de type 1 et 2. « Les experts estiment que dans dix ans, 60 % des médicaments classiques disparaîtront au profit des thérapies cellulaires. Si nous ne commençons pas dès maintenant, nous raterons le train », a averti M. Kouidri. Saïdal, acteur clé du secteur, couvre aujourd'hui 20 % des besoins hospitaliers, dont 90 % en médicaments anticancéreux. Une progression notable alors que, selon le ministre, « ce qui n'était qu'un rêve il y a quelques années est désormais une réalité ». Pour soutenir les exportations, encore jugées faibles, le ministère travaille à lever les obstacles réglementaires, notamment l'obtention du certificat américain NM3, prévue pour octobre 2025. « Ce label ouvrira les portes de nouveaux marchés, en Afrique et au-delà, et permettra aux médicaments algériens de s'imposer à l'international », a indiqué M. Kouidri. Avec la production de dispositifs médicaux, la fabrication locale de matières premières et l'ouverture sur les biotechnologies, l'Algérie entend franchir un nouveau cap dans son indépendance sanitaire et s'affirmer comme un acteur régional majeur de l'industrie pharmaceutique.

MONNAIE

Le dollar progresse face aux monnaies principales

Le dollar gagnait du terrain lundi, les cambistes se préparant à accueillir de nouveaux chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis, tout en surveillant les derniers développements sur le front commercial. Vers 18H30, le billet vert prenait 0,30% par rapport à la monnaie unique, à 1,1607 dollar pour un euro et 0,20% contre la devise britannique, à 1,3425 dollar pour une livre. La journée a été relativement calme sur le marché des changes, selon les analystes soulignant que la tendance générale à moyen terme reste celle d'une attention particulière accordée à la politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed). L'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, qui mesure l'inflation côté consommateurs, doit être publié mardi. Il sera suivi par l'indice de l'inflation côté producteurs (PPI), jeudi. Une très large majorité des économistes estiment que la Fed réduira ses taux d'un quart de point de pourcentage à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire, programmée en septembre. Toutefois, si le CPI s'avérait beaucoup plus élevé que prévu, cela pourrait changer la donne. Les experts s'inquiètent aussi d'une morosité sur le marché du travail, après une forte révision à la baisse des créations d'emplois au printemps. Côté commercial, de nouveaux droits de douane sont entrés en vigueur jeudi, mais les cambistes attendent d'en savoir plus quant aux négociations sino-américaines.

PRÊTS POUR LOGEMENTS LPP

Le CPA annonce l'option de conversion en formule de financement islamique

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, lundi, que les prêts immobiliers destinés à l'acquisition d'un logement promotionnel public (LPP) peuvent être convertis en formule de financement islamique. Ainsi, les clients du CPA ayant contracté un prêt immobilier sous forme de financement classique, dans le cadre du financement d'un logement promotionnel public (LPP), pourront convertir le restant dû de ce prêt en financement conforme aux préceptes de la charia, précise un communiqué de la Banque publique. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de "l'engagement constant de la banque à fournir des services répondant aux attentes de sa clientèle et à l'accompagner au mieux dans la concrétisation de ses projets", ajoute la même source. Le CPA invite les clients concernés à se rapprocher de leurs agences bancaires pour obtenir plus de détails sur cette offre et les modalités de conversion de leurs prêts immobiliers.

EDUCATION

Distinction des lauréats de l'YRC 2025

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, a reçu lundi à Alger l'équipe nationale ayant participé, les 5 et 6 août courant en Corée du Sud, à la Compétition internationale de la jeunesse en robotique et intelligence artificielle (International Youth Robot Competition - IYRC 2025), indique un communiqué du ministère de l'Education nationale. A cette occasion, les deux ministres ont félicité les membres de l'équipe pour cette "participation remarquable", saluant, par là même, "leurs efforts consentis pour honorer l'Algérie lors de cet événement scientifique, auquel ont participé plus de

30 pays", précise le communiqué. Les deux ministres ont également appelé les lauréats à "poursuivre leurs efforts et leur créativité pour d'autres succès lors des prochaines échéances". Pour rappel, l'équipe nationale avait décroché trois médailles mondiales bien méritée. Il s'agit de la médaille d'or pour le projet MEDICart, un robot intelligent offrant des solutions avancées dans le domaine des soins de santé grâce à la vision par ordinateur, de la médaille d'argent pour le projet ECOSORT, un robot écologique intelligent permettant le tri automatique des déchets et représentant un modèle de durabilité environnementale, et de la médaille de bronze pour le projet Smart

Zoo, un système intelligent basé sur internet des objets pour la prise en charge des animaux. Cette participation qualitative, s'inscrit, selon le communiqué, dans le cadre de la "vision stratégique du secteur de l'Education nationale, visant à découvrir les jeunes talents scientifiques et à les accompagner, tout en encourageant l'innovation et en renforçant la présence de l'Algérie au sein des espaces scientifiques régionaux et internationaux, conformément aux orientations et engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le but de promouvoir l'excellence scolaire et la créativité en vue construire une école de qualité".

COMMERCE

Tenue de la 6^e conférence du Conseil consultatif de l'IATF

Les travaux de la 6e conférence du Conseil consultatif de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), tenus lundi à Alger, ont porté sur les préparatifs en cours pour l'organisation de cet événement économique, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Cette conférence a été présidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, le commissaire de la 4e édi-

tion de la IATF, M. Larbi Latrèche, et l'ancien président du Nigéria et président du Conseil consultatif de la Foire, M. Olusegun Obasanjo, précise la même source. A cette occasion, la délégation a effectué une visite de terrain au niveau de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs logistiques et techniques, pour garantir le succès de cette édition, prévue du 4 au 10 septembre prochain, et considérée comme la plus grande manifestation du genre à l'échelle du continent africain, ajoute le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Août 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كغ	
		متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	53	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	83	99	66	الطماطم	
	Oignon sec	47	53	40	البصل الجاف	
	Ail sec	481	549	414	الثوم الجاف	
	Carotte	99	110	88	الجزر	
	Navet	151	167	135	لفت	
	Poivron	108	122	94	الفلفل الاخضر	
	Piment	126	144	109	الفلفل الحار	
	Courgette	114	127	100	الكوسة	
	Haricot vert	231	256	207	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	141	155	126	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	366	448	285	التفاح المحلي	
	Datte	613	731	495	التمر	
	Banane	467	484	446	الموز	
	Melon	89	103	76	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	73	84	63	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Raisin	234	287	180	العنب	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1784	1908	1659	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	339	351	327	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	92	98	87	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volumé transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	2,01	2,09	7,59	8,14	7450	3 203 500,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1420,00	+1,43	-0,53	0,21	9,13	5,48	70000	99 400 000,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,43	5,38	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,22	0,54	10,89	5,48	6142	14 022 186,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,29	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-4,81	-6,21	3,63	5,47	0	0,00

COÛT FISCAL – STRUCTURE JURIDIQUE DE L’ENTREPRISE

La nécessité d’une fiscalité plus équitable

Le système fiscal algérien nécessite une réforme urgente pour corriger les défaillances actuelles, a indiqué Chabane Assad, fondateur de FINABI, dans une nouvelle note d’analyse postée sur son compte LinkedIn. Afin de mettre en exergue l’une des anomalies qui entachent sa neutralité et son équité, le cabinet propose, dans cette note, une mesure du coût fiscal d’un investisseur qui souhaite ouvrir une agence de voyage, mais qui hésite entre la structure juridique de personne physique ou de personne morale (EURL).

Par S R.

L’anomalie détectée par FINABI Conseil est que le coût fiscal dépend du choix de la structure juridique. Ainsi, si l’investisseur opte pour la structure juridique de personne physique inscrite au CNRC, il sera soumis à la tenue d’une comptabilité réelle (l’activité d’agence de voyage étant exclue de l’impôt forfaitaire depuis la LF2025). En outre, il devra payer l’IRG sur le bénéfice industriel et commercial, calculé sur la base d’un barème oscillant entre 23 % et 35 % selon la tranche de revenu. « À titre d’exemple, si son bénéfice brut est de 5 millions de dinars, alors l’IRG à payer sera de 1,512 million, représentant 30,25 % du résultat brut. Le résultat net de 3,488 millions correspond au rendement net de l’investisseur, sans aucun coût fiscal supplémentaire. » En revanche, s’il choisit la structure juridique de personne morale (EURL), il devra également tenir une comptabilité réelle. Il sera soumis à l’IBS de 26 %, car il exerce une activité de prestation de services. Après paiement de l’IBS, il sera en outre redevable de 15 % d’IRG sur les dividendes distribués. « Ainsi, pour le même résultat brut de 5 millions de dinars, il devra payer un IBS de 1,3 million de dinars, puis un IRG de 15 % sur son résultat net de 3,7 millions, soit 0,555 million de dinars. In fine, l’in-



vestisseur ayant choisi la structure juridique d’EURL paiera 1,855 million de dinars, représentant 37,1 % du résultat brut. Son coût fiscal sera donc plus élevé de 5 % par rapport au premier montage juridique (personne physique). En valeur, le coût supplémentaire est de 0,343 million de dinars », détaille-t-il. Cet exemple met en évidence l’urgence d’une réforme fiscale, estime Chabane Assad, tout en s’interrogeant : « Est-il normal que le coût fiscal d’un investisseur dépende de la structure juridique choisie ? » Cette situation explique, selon lui, que de nombreux investisseurs évitent les structures juridiques matures, à l’instar des SARL ou des SPA, car leur coût fiscal est plus impor-

tant. Pour corriger cette inégalité et encourager la structuration des entreprises, FINABI recommande : d’aligner le barème fiscal applicable aux personnes physiques exerçant une activité économique sur celui des personnes morales ; de réduire le coût fiscal des personnes morales afin de stimuler la formalisation des activités et de renforcer la transparence économique. FINABI, qui se présente comme promoteur de la Bourse et diffuseur d’informations économiques, estime qu’une telle réforme contribuerait à moderniser le tissu entrepreneurial algérien et à améliorer l’attractivité du pays pour les investisseurs.

CAMPAGNE AGRICOLE À SIDI BEL ABBÈS

Récolte de plus de 70.000 quintaux de céréales

Par R E.

Plus de 70.000 quintaux de différentes variétés de céréales ont été récoltés jusqu’à présent dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, dans le cadre de la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. La

wilaya a enregistré des résultats "appréciables" durant cette campagne, confirmant son statut de région agricole prometteuse, grâce aux efforts conjoints des agriculteurs et de leurs partenaires techniques et professionnels, souligne la même source. Pour garantir le bon déroulement de la campagne de moisson-battage 2024-2025, la DSA de Sidi Bel

Abbès a mis en place un dispositif organisationnel intégré, visant à assurer la collecte et le stockage des récoltes dans des conditions optimales, avec 15 points de collecte répartis à travers le territoire de la wilaya. La superficie emblavée en céréales cette saison a atteint 86.737 hectares, dont 13.334 hectares de blé dur, 9.095 hectares de blé tendre, et 62.092 hectares

d’orge, ce qui représente une progression notable par rapport aux saisons précédentes, note-on encore. Par ailleurs, pour assurer la réussite de cette campagne, les services agricoles ont mobilisé 413 moissonneuses-batteuses, dont 256 machines locales, ainsi que 15 centres de collecte dotés d’une capacité d’accueil dépassant 1,3 million de quintaux.

ORAN

Le projet d’extension du périmètre d’irrigation de Bousfer touche à sa fin

Par R E.

Le projet d’extension du périmètre d’irrigation de Bousfer (daïra d’Aïn El Turck) à Oran qui s’inscrit dans le cadre de la politique nationale de rationalisation de l’utilisation des ressources en eau, touche à sa fin, a indiqué mardi la Directrice locale des ressources en eau, Nassima Tahri. Mme Tahri a précisé à l’APS que ce projet, qui couvre une superficie de 720 hectares, vise la valorisation des eaux usées traitées et la préservation des ressources hydriques, soulignant que le taux d’avancement des travaux a atteint 80%. Ces 720 hectares viennent s’ajouter aux 450 hectares déjà irrigués avec les eaux traitées de la station d’épuration de Cap Falcon, d’une capacité de 30.000 m³ par jour. Ainsi, la superficie totale irriguée de cette façon dépassera les 1.000 hectares, ce qui permettra de confier sa gestion à l’Office national de l’irrigation et du drainage (Onid). Mme Tahri a fait savoir que les travaux de réalisation des réseaux d’irrigation sont achevés, et que la pose des géomembranes au niveau des bassins devrait être terminée d’ici trois semaines. Une fois, la pose des membranes achevée, l’utilisation des eaux épurées de la station pourra commencer, assurant ainsi une ressource hydrique durable pour l’extension de la superficie irriguée, a-t-elle encore noté. "Ce projet est initié dans le cadre de la politique nationale de rationalisation de l’utilisation des ressources en eau, particulièrement dans un contexte de changements climatiques et de pénurie d’eau", a-t-elle encore dit, ajoutant que "la réutilisation des eaux traitées à des fins agricoles contribue efficacement à soutenir la production agricole et à réduire la pression sur les ressources traditionnelles". Elle a enfin fait savoir que ses services travaillent en coordination avec les agriculteurs et les investisseurs locaux afin de garantir une utilisation optimale de ces eaux, tout en organisant des campagnes de sensibilisation sur l’importance de préserver ces infrastructures et d’assurer leur entretien régulier.

SAISON ESTIVALE

Programmation de 21 expositions de produits de l’artisanat à Tlemcen

Par R E.

La Chambre de l’artisanat et des métiers de la wilaya de Tlemcen a programmé l’organisation de 21 expositions de produits de l’artisanat, durant la saison estivale en cours, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de cette chambre. M. Othmane Boussaïd a précisé à l’APS que parmi ces expositions, 13 seront organisées

sur les plages de Marsa Ben M’hidi et Honaine, sur le plateau de Lalla Setti, ainsi que dans l’hôtel mitoyen. Il est également prévu des expositions à la forteresse et la place du Mechouar, sur l’esplanade extérieure de la forteresse du Mechouar, au Palais de la culture et à la gare routière de Tlemcen. Ces expositions, qui se poursuivront jusqu’à fin septembre prochain, verront la participation d’environ 180 artisans,

dont certains venus des wilayas du Sud, exposant des produits en cuir, des objets d’art, de la vannerie, des textiles, ainsi que des confiseries telles que le nougat, entre autres. A cette occasion, des sessions de formation seront organisées au profit de certains artisans participants autour des techniques de présentation, de vente et de promotion des produits artisanaux, en coordination avec l’Institut national

spécialisé de formation professionnelle dans l’artisanat, l’hôtellerie et le tourisme de la commune de Mansourah. Ces expositions visent à rapprocher les produits artisanaux des touristes à des prix abordables, à les promouvoir et à faire connaître les différentes créations artisanales locales, tout en contribuant à la promotion du tourisme local, a-t-on souligné.

EL-MENIAA

Ouverture à la circulation d'un tronçon de 42 km sur la RN-1

Un nouveau tronçon d'une longueur de 42 km de la Route nationale RN-1, reliant les wilayas d'El-Meniaa et In-Salah, a été ouvert à la circulation, a-t-on appris lundi de la direction locale des travaux publics (DTP). Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un projet de modernisation et de renforcement de 87 km de cet axe routier dont les travaux, répartis en plusieurs lots, avaient été lancés l'an dernier, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Lazhar Dada-Moussa. Les entreprises chargées des travaux ont enregistré des retards dus principalement aux conditions climatiques difficiles de la région, marquées par des températures estivales extrêmes et des vents de sable fréquents qui ont perturbé le bon déroulement des chantiers, a-t-il ajouté. Le responsable a encore fait savoir que les équipes techniques relevant de la DTP effectuent un suivi rigoureux des travaux afin d'assurer le respect des normes de réalisation conformément au cahier des charges, signalant que la livraison du tronçon restant est prévue dans les prochains mois. Approchés par l'APS, des usagers de la route ont exprimé leur satisfaction quant à cette ouverture, soulignant l'importance de cet axe de la Route transsaharienne, qui constitue une artère vitale.

UNIVERSITÉ DE AÏN TEMOUCHENT
Près de 3.000 nouveaux étudiants attendus

Près de 3.000 nouveaux étudiants titulaires du baccalauréat de la session de juin dernier sont attendus à l'Université « Belhadj Bouchaïb » d'Aïn Temouchent pour la rentrée universitaire 2025-2026, a indiqué, mardi, le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, le professeur Abdelkader Ziadi. Il et prévu l'orientation vers cette l'université Belhadj Bouchaïb de 2.464 étudiants dont 449 en sciences économiques et commerciales, 343 en sciences et technologies, 362 en droit, a précisé le responsable. Aussi, 226 étudiants sont attendus en sciences de la nature et de la vie, et 203 en langue anglaise. Le reste des étudiants est réparti sur les 13 autres filières pédagogiques disponibles dans l'offre de formation de l'université, selon le même responsable. La phase d'inscriptions définitives pour les nouveaux bacheliers de la session de juin 2025 se poursuit jusqu'au 15 août en cours, période durant laquelle l'université « Belhadj Bouchaïb » a mobilisé tous les moyens nécessaires pour accueillir les étudiants dans les meilleures conditions, selon la même source. La wilaya d'Aïn Temouchent a enregistré un taux de réussite de 58,40 % au baccalauréat, session de juin 2025, avec un total de 3.402 candidats ayant décroché leur baccalauréat, a-t-on précisé.

EL-OUED

Ouverture de 165 postes de formation dans les filières agricoles à la prochaine session

Quelque 165 postes de formation dans les filières agricoles seront ouverts à la prochaine rentrée de la formation professionnelle (octobre 2025) au Centre national d'excellence dans le domaine de l'agriculture de Hassani Abdelkrim (15 km Est d'El-Oued), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

L'ouverture de ces postes de formation intervient après l'annonce, en mai dernier, de la conversion de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Hassani Abdelkrim en Centre national d'excellence dans le domaine de l'agriculture, a indiqué le DFEP d'El-Oued, Mohamed Ziane. L'objectif du secteur est d'ouvrir des postes de formation dans des spécialités répondant aux besoins du marché de l'emploi en main d'œuvre qualifiée dans cette wilaya à vocation agricole, a-t-il souligné. Le lancement de ce Centre national d'excel-

lence sera marqué par l'ouverture, dans une première phase, de 14 spécialités en rapport direct avec l'activité agricole, dans ses segments végétal et animal, dont l'arboriculture fruitière, les cultures maraichères, les pépinières, le contrôle-qualité dans l'agro-industrie, la protection des végétaux, les grandes cultures et l'extraction d'huiles de plantes médicinales et aromatiques, a détaillé le DFEP. D'autres spécialités seront ouvertes dans le futur, en fonction des besoins des investisseurs agricoles, a-t-il assuré. Le DFEP d'El-Oued a indiqué, en outre, que le sec-

teur attache une "grande importance" à ces spécialités, répondant à un intérêt pour les filières agricoles, manifesté par les stagiaires désireux de rejoindre ce Centre d'excellence, lors des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation organisées à travers les 22 communes que compte la wilaya. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dispose dans la wilaya d'El-Oued de 19 établissements de formation totalisant une capacité d'accueil de 4250 places, ainsi que cinq (5) établissements privés et 22 sections détachées.

TOUGGOURT

Poursuite des campagnes de sensibilisation et de prévention des risques liés à la saison estivale

Les campagnes de sensibilisation et de prévention des risques liés à la saison estivale se poursuivent activement dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris lundi des organisateurs. Initiées par divers secteurs et institutions, notamment les services du Commerce, de la Santé, de la Protection civile, de l'Environnement, de la Conservation des forêts et des associations de protection des consommateurs, ces campagnes se concentrent sur des actions de sensibilisation de terrain. Parmi lesquelles figurent des actions qui ont pour objectif d'informer les

consommateurs et les commerçants sur les bonnes pratiques pour prévenir les intoxications alimentaires, en particulier celles causées par un stockage inadéquat des denrées périssables, a-t-on souligné. Les citoyens sont invités à adopter des habitudes alimentaires saines pendant cette saison et à éviter les aliments exposés sans respects des conditions appropriées, comme les boissons et la restauration rapide, a expliqué à l'APS la chargée de communication à la direction du Commerce, Amina Kachi. Parallèlement, la Protection civile intensifie

ses actions de prévention concernant les dangers de la baignade dans les plans d'eau non-surveillés, a précisé le chargé de communication à la direction de ce corps constitué, Hamza Benarabi. Une équipe spécialisée de plongeurs a été déployée en coordination avec divers partenaires pour couvrir ces sites, très prisés des jeunes en été, a-t-il ajouté. Des actions d'information sur la prévention des feux de palmeraies et de cultures, sont aussi au programme de ces campagnes multisectorielles, selon ses initiateurs.

TISSEMSILT

Plus de 1.800 nouveaux étudiants inscrits à l'Université

Plus de 1.800 nouveaux étudiants ont été inscrits dans les différentes spécialités proposées par l'Université Ahmed Benyahia El-Wancharissi de Tissemsilt, a-t-on appris, lundi, auprès de l'administration de cet établissement universitaire. Selon le

professeur Mohamed Bouras, vice-recteur chargé de la pédagogie, les préinscriptions des nouveaux bacheliers de la session de juin 2025 ont permis l'inscription de 1.800 étudiants, répartis entre les diverses filières disponibles à l'université. Par ailleurs, 123

étudiants ont été orientés vers l'annexe de l'Ecole Supérieure des enseignants, récemment ouverte au sein de la même université. Plus de 40 autres étudiants ont été dirigés vers le centre de l'Université de la Formation Continue (UFC) de Tissemsilt. Le responsable a

également indiqué que les procédures d'inscription se sont déroulées en ligne, de manière entièrement numérique, de la phase de choix des filières jusqu'à la confirmation des inscriptions, dans un système sans papier, autrement dit "zéro papier".

AEP À BLIDA

Le taux de couverture porté à 95% en septembre prochain

Le taux de couverture en alimentation en eau potable (AEP) dans la wilaya de Blida s'élèvera à 95% à fin septembre prochain, a révélé, lundi, le wali Brahim Ouchen. "Le taux de couverture en AEP passera de 65% actuellement à 95% à fin septembre prochain", a indiqué M. Ouchen, en marge du lancement de la 2e phase de l'approvisionnement de la wilaya en eau dessalée à partir de l'usine de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Fouka 2 (Tipasa). Cette amélioration dans l'AEP sera due au fait que la wilaya de Blida bénéficiera désormais de la totalité du quota d'eau affecté à son profit à partir de la SDEM de Fouka 2, lequel a été fixé à 100.000 M3/jour, pour une ca-

pacité théorique de production estimée à 300.000 M3/jour, a-t-il ajouté. En juillet dernier, le système de production d'eau potable de la wilaya a été renforcé par un apport supplémentaire de 20.000 M3/Jour en provenance de la SDEM de Fouka 2, destiné à alimenter plusieurs communes de l'Ouest et du Centre de la wilaya, notamment El Affroun, Oued Djer, Mouzaia, Blida, Ouled Yaich et Bouarfa, selon les explications du wali. La 2e phase du projet d'approvisionnement de Blida à partir de la SDEM de Fouka 2 a été lancée, lundi, avec une dotation de 20.000 M3/jour pour les communes de Bouinane, Boufarik et Larbaa, selon la même source. Les communes de Chebli, Gue-

rouaou et Soumaâ bénéficieront, à partir de fin août courant, d'une 3e dotation estimée à 10.000 M3/jour, tandis qu'un autre quota de 50.000 M3/jour d'eau dessalée sera affecté d'ici la fin septembre, à la partie Est de la wilaya, qui a vu, ces dernières années, la création de plusieurs nouveaux pôles urbains à l'origine d'une hausse des besoins en eau potable. Selon M. Ouchen, une amélioration notable a été enregistrée dans l'AEP à Blida, grâce notamment à la mise en service de nouvelles infrastructures de production et de stockage. Au moins 64 forages d'eau d'une capacité globale de 30.000 M3/jour sont entrés en service, depuis 2024, en plus de la réhabilitation de 31 autres.

Se réinventer pour se préserver

Le présent est un dialogue entre le passé et l’avenir, l’accompli et l’inaccompli. Il réalise ce que de l’accompli le monde autorise comme nouvel accomplissement.

4^e partie

Par Arezki Derguini (*)

C'est la tribu désirant s'approprier, s'incorporer le monde, qui se transforme en projetant un espace national et s'y inscrivant pour s'approprier le monde. Comme la classe, elle se fabrique une nation pour survivre au monde. Elle ne peut plus contenir la division du travail maintenant internationale qui la déborde, mais de laquelle elle doit relever pour subsister. Mais au plan de la circulation intérieure et de son autonomie, elle est irremplaçable bien que non suffisante. Elle doit s'approprier la division du travail qui la comprend, apporter son support à la construction de la mémoire collective. En refoulant la tribu, la séparant du monde, on l'a empêché de faire éclore de son sein une nation. La supériorité de la stratégie de substitution aux exportations sur celle de substitution aux importations tient précisément dans ce rapport au monde. La tribu et l'ensemble social qui en procède ont besoin de la nation pour exister dans le monde. La nation qui ne peut soutenir une telle existence se défait. L'entreprise et le marché sont les nouveaux territoires de la tribu, de la fédération des tribus.

Les assemblées, l'agora et la djemaa.

Une seconde discontinuité d'importance marque l'expérience sociale : la société s'est séparée, s'est vidée du politique. Les assemblées ne sont plus souveraines. Nous n'avons pas hérité de nos assemblées. Nous avons adopté des institutions « modernes ». Par modernes nous n'avons pas entendu nos institutions adaptées aux circonstances « modernes », nous avons confondu des institutions avec LA modernité que nous nous sommes empressés de copier et d'adapter. Notre modernité n'a pas résulté d'une modernisation de nos institutions, la modernisation nous a dénaturés. Nos institutions ont perdu leurs âmes. La tradition ne s'est pas réapproprié la modernité après l'avoir subie, comme c'est le cas en Asie orientale. La sagesse populaire n'a pas repris le dessus après le choc extérieur qu'elle a subi. À l'image de la poule qui voulait marcher comme la perdrix, nous avons désappris à marcher. La nature est en nous et nous sommes dans la nature, mais nous avons désappris à l'habiter et à la domestiquer. La nature et la société, la société et la politique, la production et la consommation ont été disjointes. Et au contraire de l'Occident ce n'est pas l'efficacité de telles séparations qui les ont imposées. Pour patronner nos institutions, nous avons dressé un culte à des déesses étrangères que l'on croyait être les patronnes de la puissance. Nous avons dressé un culte à la Raison, une Raison qui se disant universelle faisait oublier son origine. De la Cité grecque et son modèle de l'agora, se sont formées les institutions de la modernité occidentale. « C'est de ce face-à-face, celui de l'agon et de l'agora – symétrique de celui du

champ de bataille – qu'est née la démocratie »[6]. Ils (les plus grands philosophes occidentaux) nous ont fait croire et nous avons cru qu'il n'y avait plus de sagesse (philo-sophie) qu'occidentale. L'un des plus récents d'entre eux affirmait que « La philosophie est grecque dans son exercice même, non par hasard, mais dans son essence. »[7] Un autre que « toute l'histoire de la philosophie occidentale n'est qu'une série de notes en bas de page à Platon. »[8] Nous conviendrons avec eux sur ce point, mais pas sur celui où ils opposeraient la sagesse et la philosophie en érigeant la philosophie comme seule reine. La philosophie (grecque et sa suite) est la sagesse occidentale. Et nous nous sommes débarrassés de nos sagesse, nous nous sommes ainsi privés de penser nos expériences pour devenir de faux grecs. « Que le commun soit de nature « politique » se lit dans l'avènement de la Cité, polis. C'est à travers celui-ci, et dès l'époque archaïque, que la pensée du commun se fait jour et peu à peu se définit. À la fois le commun est l'essence de la cité grecque et la cité s'identifie à la pensée du commun. Ce dont on peut suivre la généalogie en remontant, en deçà d'elle, jus-qu'aux récits d'Homère. Lors de l'assemblée des guerriers, comme l'a montré Marcel Detienne[9], ce commun s'inscrit dans l'espace en prenant la forme d'une « mise au milieu », à égale distance des participants : commence ainsi à s'instaurer, par-delà les distinctions de rang, une relation réciproque et réversible entre eux. Que ce soit à l'occasion du partage du butin ou de la remise des prix lors des jeux funéraires, porter « au centre » (es meson), au lieu de remettre de la main à la main, prend déjà un caractère de pré-institution déprivatisant les rapports et dépersonnalisant les positions. De même, pour qui veut s'adresser (51) à l'assemblée, l'obligation est rigoureuse d'avoir à se diriger vers le milieu, signifiant par là qu'on a à traiter des affaires de tous. Ainsi, des guerriers qu'on imagine assis en rond pour se répartir entre eux des femmes, des armes, du butin, à la formation de l'agora au centre de la cité, inaugurant un espace public et fondant la parole sur un rapport d'égalité (l'isegoria), l'enchaînement est perceptible et ne laisse plus croire à quelque grande rupture historique - « miracle » grec - dont serait née la raison classique. Car, se séparant peu à peu du dire ambigu du devin, du mage, du poète, du Maître de vérité pro-nonçant ses arrêts, de l'être d'exception aux pouvoirs miraculeux, se dégage un verbe nouveau, du magique au logique, qui, en se partageant, devient l'apanage de tous : s'enonçant « au milieu », il plaide également le pour et le contre, fait appel à l'approbation, établit ses raisons, ouvre sur la discussion et sépare ainsi du privé le collectif ; il détache des intérêts particuliers la primauté du commun. »[10] Nos assemblées qu'elles aient été celles des douars, des villages ou des cités mozabites n'ont rien à voir avec l'agora. Nous avons importé le parti dont il est une émanation. D'un Front de libération

nationale nous avons fait un parti et de cette institution un parti unique, puis une multiplicité de partis. Quelle a été l'efficacité de cette institution ? Elle a divisé la société au lieu de l'unir et elle a fini par être neutralisée. Pourquoi le parti réussit-il en Asie orientale et pas en Afrique ? Le modèle de l'agora fabrique des factions et des luttes de factions, des partis, alors que les assemblées des sociétés d'Asie orientale s'attachent à fabriquer du consensus. Le modèle de la dispute ne va avec le parti (unique, quasi-unique ou pas) il fabrique du consensus, combat les factions. En fabriquant du consensus en son sein, il externalise les factions, il se multiplie. Le dissensus est alors porté dans la société hors du parti. C'est alors à la société de fabriquer du consensus pour préserver son unité. Le consensus sera d'autant plus aisé que la compétition n'aura pas entamé la complémentarité sociale. Complémentarité sociale et culture du consensus étant profondément enracinées dans les sociétés d'Asie orientale, le multipartisme sera du dissensus dans le consensus. Le respect des institutions et des règles étant développé dans ces sociétés, le parti sera apprivoisé. Alors qu'il fragmentera les sociétés africaines déstructurées et de consensus fragilisés. Le modèle de l'agora suppose le triomphe d'un point de vue, qui en s'absorbant du privé devient public[11]. L'introduction du modèle de l'agora dans des assemblées qui fonctionnaient anciennement au consensus détruit l'assemblée en introduisant un mode de fonctionnement allogène dans un mode de fonctionnement indigène fragilisé. Il vide le parti du politique qui ne peut plus s'autoriser d'un dissensus dans le consensus. Le politique finit par se loger dans une organisation hiérarchisée, le dissensus stérile est alors abandonné à un multipartisme dévitalisé. Le modèle ni tribu, ni classe qu'a prétendu être le modèle tout État pendant un certain temps, ne constitue pas un modèle d'intégration sociale. L'absence d'un modèle social d'intégration conduit à une fragmentation de la société avec la réduction de la capacité d'intervention étatique.

Le rêve algérien et l'esprit colonialiste

Comment définir le rêve algérien ? J'oserai dire qu'il pouvait être porté par le cheikh, ou savant de son temps, et le poète, les deux figures de la société algérienne qui pouvaient aller au-delà du visible. Malheureusement, l'invisible du cheikh ne se trouvait pas dans le monde, et trop attaché à la verticalité son monde réel resta fort étroit. Dans la défaite et la réclusion, le savant avait appris à dissocier le visible et l'invisible, la croyance et le savoir. Son Dieu était dans le Ciel, son au-delà n'allait pas au-delà de ses suivants. Il ne partit pas à la découverte du monde, il s'attacha à la vie d'ici-bas. Le monde était trop grand pour lui. Il n'ap-

prit des langues étrangères que peu de choses, de la Grèce il se contenta, qu'il servit à l'Europe pour sa renaissance. Dans la confrontation des sagesse musulmanes et de la philosophie grecque, la dernière triompha. Quant au poète, il glorifia sa tribu plus qu'il ne glorifia le Créateur. Quand l'instituteur vint prendre la place dont le cheikh avait été chassé, l'amour d'apprendre repris vie chez certains indigènes sensibles au défi, mais la conjoncture coloniale étant de confrontation physique, on finit par se retrancher sur ce que l'on savait pour se défendre contre l'agression. Ce qui s'était imposé par les armes ne voulait rester et partir que par les armes. Le cheikh ne s'empressa pas de revêtir les habits de l'instituteur ; de son savoir, il n'en fit pas le sien. L'heure était à l'action pas à la réflexion. La paix venue, les enfants du cheikh revêtirent les habits de l'instituteur, mais pour devenir méconnaissables. Ils avaient oublié leur intention première. Le savoir de l'instituteur les désarma au lieu de les armer, il combattait les croyances dont il croyait qu'ils étaient les victimes. Devant l'instituteur, ils étaient désarmés. Ce n'est pas ce que je sais qui me pousse à agir, mais ce que je crois. Ce que je sais appartient, me lie au passé, ce que je crois me lie au futur, à ce que je souhaite et espère. Seuls de rares spécimens réussirent à s'armer du savoir de l'instituteur, à se maintenir dans leur intention première. Le combat militaire empêcha de fortes personnalités d'apprendre davantage du monde. Leur savoir resta très limité et les croyances souffrirent de la guerre qui leur était faite. Le front culturel n'eut pas le sort qu'il mérite, celui politique et militaire s'imposait. Beaucoup de ceux qui ont rêvé être des citoyens de la République française, parce qu'ils voulaient ne pas en être les sujets, ne voulurent plus l'être que dans une Algérie indépendante. Mais à quelle image ? D'autres, plus réalistes, ne crurent pas qu'ils puissent devenir des citoyens, ils avaient accepté d'être les sujets des nouveaux maîtres auprès desquels ils espéraient marchander les faveurs. Servir pour se servir. Servir un maître pour être servi ou servir un maître pour devenir maître soi-même. Mais quel maître servir pour devenir soi-même quel maître ? La théorie de l'émancipation ne fait qu'écarter la question. Et accéder au Grand Maître ne va pas sans échelons.

(A suivre)

Notes

[6] F. Jullien. De l'universel, de l'uniforme et du commun et du dialogue entre les cultures. Fayard. 2008
[7] Gilles Deleuze. Qu'est-ce que la philosophie.
[8] Whitehead. Procès et réalité.
[9] Marcel Detienne, Les Maîtres de vérité dans la Grèce archaïque, chap. V, Maspero, 1967.
[10] F. Jullien. Ibid.
[11] Ce qui retient l'attention n'est pas son mode d'abstraction, mais le fait qu'il s'impose aux autres points de vue comme sur un champ de bataille. Il faudrait prêter attention au mode d'abstraction et ses conséquences, cela remettrait le point de vue dans son contexte non discursif.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

EGYPTE-CORÉE DU SUD

Les deux pays échantent sur la modernisation de la gestion des aéroports

Dans le cadre d'un plan de modernisation afin d'augmenter la capacité et l'efficacité des aéroports égyptiens, le ministre de l'Aviation civile, Sameh Elhefny, a rencontré une délégation coréenne représentant la compagnie de l'aéroport coréen d'Incheon (IIAC). Une délégation représentant la compagnie de l'aéroport coréen d'Incheon (IIAC), principal aéroport de Séoul, s'est rendue au Caire pour échanger avec ministre de l'Aviation civile, Sameh Elhefny, lundi 11 août.

À l'ordre du jour : le renforcement des partenariats internationaux égyptiens dans le domaine, ainsi que le développement des aéroports du pays. Le ministre a affirmé la nécessité de développer des partenariats avec des acteurs internationaux expérimentés afin de moderniser la gestion des aéroports du pays. Il a également rappelé que l'Egypte a reçu de nombreuses propositions de partenariats d'entreprises étrangères. Sameh Elhefny a également présenté le projet de privatisation de la gestion et de l'exploitation de 11 aéroports dans le pays. Le premier sera celui d'Hurghada, qui devrait être géré par un opérateur privé dès la fin de l'année, selon le gouvernement.

« Les aéroports demeurent l'entière propriété de l'Etat et restent sous la souveraineté égyptienne », avait affirmé le 3 août 2024 le ministre de l'Aviation.

Le gouvernement, se voulant rassurant, certifie que les aéroports ne seront pas vendus, la gestion uniquement sera déléguée à des entreprises privées.

TUNISIE

Une croissance soutenue du chiffre d'affaires dans les télécoms

Le secteur tunisien des télécommunications confirme une dynamique économique positive, portée par une évolution significative des services de téléphonie fixe et d'accès à Internet.

Cette progression reflète un changement profond des usages ainsi que des investissements ciblés dans les infrastructures, permettant de s'adapter aux exigences d'un marché en mutation constante. Contrairement à ce que l'on observe dans certains pays où la téléphonie fixe tend à décliner, la Tunisie maintient une utilisation régulière et même croissante de ce service. Cette performance provient d'une modernisation des offres, avec l'introduction de solutions intégrées qui conviennent aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises. Le renouvellement du parc et l'amélioration de la qualité du service permettent de conserver une base solide, élément essentiel dans un contexte où la fiabilité et la continuité des communications restent primordiales.

Internet : un moteur de changement et de croissance

L'essor remarquable d'Internet joue un rôle

déterminant dans la hausse du chiffre d'affaires du secteur. L'extension rapide des réseaux à très haut débit, notamment grâce à la fibre optique, offre un panel diversifié de services adaptés à une demande en forte expansion.

Cette accessibilité augmente à une connectivité performante a des répercussions directes sur la vie professionnelle, éducative et sociale, renforçant ainsi la place centrale du numérique dans la société tunisienne. L'intégration progressive des technologies les plus récentes, notamment la 5G mobile, crée des synergies positives qui profitent avantageusement au secteur fixe et à l'internet.

Cette adaptation technologique permet d'élargir les possibilités en termes de vitesse, de capacité et de fiabilité, consolidant la compétitivité du marché tunisien. L'innovation ici ne se limite pas à un simple progrès technique mais engage également une transformation des modèles d'affaires autour d'une connectivité omniprésente.

Les orientations futures du secteur

La poursuite de la montée en puissance du chiffre d'affaires passe par une poursuite de la qualité de service et une expansion des infrastructures dans les zones encore sous-équipées. Les opérateurs, conscients de l'évolution des attentes, investissent dans la modernisation et la diversification des offres, en particulier pour répondre à une clientèle de plus en plus exigeante.

Cette trajectoire souligne la volonté d'établir une base solide pour accompagner la digitalisation croissante de l'économie tunisienne. Cette avancée reflète une capacité d'adaptation notable à un environnement marqué par des mutations technologiques rapides et des besoins numériques en pleine croissance, soulignant un rôle clé du secteur des télécommunications dans le développement économique et social du pays.

QATAR

Fréquentation touristique en hausse de 3 % au 1^{er} semestre 2025

Les données publiées par Qatar Tourism révèlent une forte croissance du nombre de visiteurs internationaux au cours du premier semestre 2025. Plus de 2,6 millions de visiteurs ont été accueillis entre janvier et juin, soit une augmentation de 3 % par rapport à la même période en 2024. Dans un communiqué rendu public aujourd'hui, Qatar Tourism a indiqué que le secteur touristique du pays poursuit sa dynamique ascendante. Les visiteurs en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont représenté la part la plus importante avec 36 %, suivis par ceux d'Europe (26 %), d'Asie et d'Océanie (22 %), puis des Amériques et des autres pays arabes (7

% chacun), confirmant ainsi le positionnement du Qatar comme destination touristique attractive à l'échelle régionale et internationale. Les modes d'arrivée des visiteurs se répartissent comme suit : 57 % par voie aérienne, 33 % par voie terrestre, et 9 % via les croisières maritimes, illustrant le succès de la stratégie d'accès multimodale mise en œuvre par le pays pour faciliter l'entrée des touristes.

Ce développement s'est accompagné d'une performance remarquable du secteur de l'hôtellerie, avec un taux moyen d'occupation des hôtels atteignant 71 %, soit une hausse de deux points de pourcentage par rapport à la même période en 2024.

Au total, 5,23 millions de nuitées ont été vendues, enregistrant une croissance de 7 %.

Commentant ces résultats, Son Excellence M. Saad bin Ali Al Kharji, le président de Qatar Tourism et du conseil d'administration de Visit Qatar, a déclaré : « Les statistiques du premier semestre 2025 confirment le succès de notre stratégie globale visant à renforcer la position du pays sur la carte touristique mondiale et à ériger ce secteur en pilier majeur de la diversification économique, conformément aux ambitions de la Vision nationale 2030. »

De son côté, l'ingénieur Abdulaziz Ali Al Mawlawi, le directeur général de Visit Qatar, a affirmé que les résultats du premier semestre témoi-

gnent du dynamisme et de la confiance croissante des marchés régionaux et internationaux dans les offres touristiques du Qatar. Il a ajouté : « Nous avons réussi à attirer un nombre croissant de visiteurs grâce à une combinaison exceptionnelle d'événements majeurs, d'infrastructures modernes et d'expériences touristiques innovantes, répondant aux attentes de tous les segments.

Nous continuerons à investir dans ces atouts et à lancer des initiatives de qualité afin de renforcer la position du Qatar comme destination mondiale, alliant authenticité et modernité, offrant aux visiteurs une expérience mémorable tout au long de l'année. »

MAURITANIE

Le consortium Enko Capital-Oronte finalise l'acquisition de SGM

Le consortium Enko Capital – Oronte annonce ce jour avoir finalisé l'acquisition de 100 % du capital de la Société Générale Mauritanie (SGM), marquant ainsi l'aboutissement d'un processus entamé en janvier 2025. Cette étape décisive intervient à la suite de la délivrance de l'autorisation réglementaire par la Banque Centrale de Mauritanie, autorité compétente en matière de supervision bancaire.

La validation par le régulateur mauritanien confirme la solidité du projet porté par les deux investisseurs et leur capacité à répondre aux exigences prudentielles, opérationnelles et stratégiques liées à la gestion d'un établissement systémique. Cette opération, désormais pleinement effective, marque la sortie du Groupe Société Générale, actionnaire de référence de la SGM depuis 2007, et l'ouverture d'un nouveau cycle stratégique pour la

banque, sous l'impulsion d'un actionnariat international combinant expertise financière internationale et ancrage local de long terme.

Enko Capital, société de gestion indépendante basée à Londres avec plus d'un milliard de dollars d'actifs sous gestion, est spécialisée dans l'investissement sur le continent africain. Elle est dirigée par Alain et Cyrille Nkontchou, figures reconnues des marchés financiers africains. Oronte est un investisseur actif en Mauritanie depuis 1999, représenté par Bastien Ballouhey, fondateur historique de la banque en 2004 et acteur central de son développement pendant près de deux décennies.

Le consortium vise à renforcer le positionnement de la banque comme acteur central du financement de l'économie mauritanienne, en particulier dans les secteurs stratégiques (mines, gaz, agriculture, PME). L'objectif est de

consolider une institution bancaire solide, inclusive et innovante, opérant selon les meilleurs standards internationaux.

« Cette acquisition reflète notre conviction dans le potentiel de l'économie mauritanienne et notre volonté d'investir dans un secteur bancaire résilient, au service du développement », déclare Cyrille Nkontchou, co-fondateur d'Enko Capital. « Nous entendons accompagner la croissance du pays avec des solutions bancaires modernes, adaptées aux besoins du tissu économique local, tout en renforçant la gouvernance, la qualité de service et l'impact de la banque », ajoute Bastien Ballouhey, représentant d'Oronte.

La banque poursuivra ses activités dans un esprit de continuité, avec une équipe de direction confirmée. Nicolas Roca, Directeur général de la SGM entre 2021 et fin 2023, reprend ses fonctions à la tête de l'institution. Il accom-

pagnera cette nouvelle phase aux côtés du consortium, garantissant une transition fluide et sans rupture pour les clients.

Cette nouvelle étape s'accompagnera d'une impulsion stratégique claire : moderniser l'offre de services bancaires, investir dans la digitalisation, renforcer la gouvernance et approfondir le rôle de la banque dans le financement des secteurs clés de l'économie mauritanienne. Le consortium salue l'engagement et le professionnalisme des équipes de la SGM, qui ont su accompagner avec rigueur cette période de transition. Leur mobilisation et leur expertise constituent un socle solide pour la réussite du nouveau chapitre qui s'ouvre.

L'ambition portée par le consortium vise à consolider une banque universelle à fort ancrage local, pleinement alignée avec les meilleurs standards internationaux.

GESTION DES FRÉQUENCES

L’Afrique centrale accélère la coopération transfrontalière

Les fréquences sont la base des services télécoms dans chaque pays. Une mauvaise coordination entre pays peut affecter la qualité des services fournis, notamment dans les zones frontalières.

Le Congo et l’Angola ont validé un projet d’accord de coordination des fréquences aux frontières communes à l’issue d’une séance de travail tenue du 5 au jeudi 7 août. Cette initiative, qui vise à améliorer la qualité des services dans les zones frontalières, n’est pas un cas isolé. Le lundi 4 août, le Gabon et le Cameroun avaient déjà signé un accord similaire. Selon un communiqué de l’Autorité de régulation des postes et des communications électroniques du Congo (ARPCE), les délégations congolaises et angolaises ont arrêté les paramètres de coordination pour sept bandes de fréquences, allant de 700 MHz à 3 500 MHz, et adopté un ensemble de dispositions contraignantes : la limitation de la couverture à 1 000 mètres au-delà des frontières, l’interdiction d’antennes omnidirectionnelles dans les zones de proximité et le démantèlement des points de vente irréguliers. À ce titre, ces dispositions seront notifiées aux opérateurs sous 30 jours. Ces derniers disposeront de 60 jours à compter de la notifi-

cation pour mettre en œuvre les correctifs. Au-delà de ces accords, l’ARPCE a révélé avoir déjà signé des accords bilatéraux avec la République démocratique du Congo (RDC) et le Gabon respectivement en 2021 et en 2023. Le régulateur congolais ajoute que des échanges sont déjà engagés avec son homologue camerounais en vue d’un quatrième accord bilatéral de coordination du spectre. Du 15 au mardi 17 juin, le Tchad et le Cameroun avaient organisé une réunion bilatérale de coordination sur la gestion des réseaux de communications électroniques aux frontières. Un accord tripartite entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale avait également été annoncé en août 2024. Selon l’Union internationale des télécommunications (UIT), la propagation des fréquences hertziennes ignore les frontières administratives entre les États. Ce qui pose un problème de gestion et donc de coordination des fréquences aux frontières.

L’organisation explique que la coordination internationale des fréquences est donc nécessaire pour un accès équitable aux ressources spectrales ; une utilisation efficace des fréquences afin d’éviter les « gâchis » comme les bandes de garde ou les zones géographiques d’exclusion ; la prévention ou la résolution des risques de brouillages préjudiciables. Par ailleurs, le débordement des fréquences au-delà des frontières peut entraîner la présence, dans un pays, d’opérateurs télécoms voisins fournissant leurs services dans les zones frontalières. Il convient toutefois de rappeler que l’accord entre le Congo et l’Angola n’est pas encore signé, même si sa concrétisation est annoncée dans les prochaines semaines. Une fois formalisé, il restera à observer avec attention comment cet accord sera effectivement appliqué sur le terrain. Cette interrogation sur la mise en œuvre réelle ne concerne pas seulement ce partenariat bilatéral, mais s’étend à l’ensemble de la sous-région.

NIGERIA

123 millions \$ détournés, l’ex-gouverneur Tambuwal dans le viseur de l’EFCC

L’ancien gouverneur de l’État de Sokoto, Aminu Tambuwal, est détenu par l’EFCC, soupçonné de violer la loi sur le blanchiment d’argent. L’enquête, ouverte depuis plusieurs mois, s’inscrit dans un contexte de lutte accrue contre la corruption. Au Nigeria, l’ex-gouverneur de Sokoto, Aminu Tambuwal, est interrogé par la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) dans le cadre d’une affaire

de retraits présumés frauduleux de fonds publics s’élevant à 189 milliards de nairas (123 millions \$). Ces opérations effectuées entre 2015 et 2023 durant son mandat sont en violation de la loi de 2022 sur le blanchiment d’argent. Selon les médias locaux, M. Tambuwal, figure influente du Parti démocratique populaire (PDP) et ancien président de la Chambre des représentants, s’est présenté le lundi 11 août matin au siège de

l’EFCC à Abuja. Bien que l’enquête soit ouverte depuis plusieurs mois, la commission n’a pour l’heure publié aucun commentaire officiel. Cette affaire s’inscrit dans un contexte de lutte renforcée contre la corruption au Nigeria. En 2024, l’EFCC affirme avoir récupéré près de 500 millions de dollars de fonds détournés et obtenu plus de 4 111 condamnations pénales, un record depuis sa création, il y a

plus de vingt ans. Le Nigeria, premier producteur de pétrole d’Afrique, est confronté depuis des décennies à une corruption endémique qui freine son développement économique. Malgré ses efforts, le Nigeria reste mal classé en matière de transparence. Le pays occupe la 140^e place sur 180 dans le dernier indice de perception de la corruption publié par Transparency International.

OR

Barrick annonce des revenus en hausse malgré la perte de Loulo-Gounkoto au Mali

Avant la suspension des opérations en janvier 2025, la mine d’or Loulo-Gounkoto au Mali était l’un des plus gros contributeurs à la production de Barrick, avec 723 000 onces produites en 2024. La mine est depuis juin 2025 sous le contrôle d’un administrateur provisoire nommé par la justice locale. Barrick Mining a enregistré 4,79 milliards de dollars de revenus aurifères au premier semestre 2025, en hausse de 13,5 % en glissement annuel. Ce résultat annoncé lundi 11 août intervient alors que la compagnie canadienne compose depuis mi-janvier sans pouvoir compter sur le complexe aurifère Loulo-Gounkoto au Mali. Barrick a vendu 1,52 million d’onces d’or au cours des six premiers mois de l’année, un volume en baisse de 18 % sur un an.

La mine, détenue à 80 % par Barrick et à 20 % par l’État malien, a vu ses opérations suspendues après le blocage des exportations et la saisie d’un stock d’or par le gouvernement. A la demande des autorités, la justice malienne a validé en juin la réouverture du site, mais a nommé un administrateur provisoire, entraînant la perte de contrôle de Barrick et la déconsolidation de l’actif dans ses comptes. La compagnie a ainsi enregistré une perte comptable de 1,03 milliard de dollars. Malgré ces difficultés, Barrick a enregistré une hausse de ses revenus grâce à la flambée historique des prix de l’or. Dans ses résultats du deuxième trimestre, publiés ce lundi, la compagnie indique un prix moyen de vente de 3099 dollars l’once pour le premier semestre 2025, contre 2213 dollars un an plus tôt. Le

métal jaune, qui bénéficie de tensions géopolitiques et d’une demande soutenue pour les actifs refuges, a franchi à nouveau le seuil des 3500 dollars l’once début août, alors que des analystes de la firme canadienne Fidelity prédisent 4000 dollars l’once d’ici fin 2025. Si cette envolée compense pour l’instant la perte de Loulo-Gounkoto, le risque demeure pour les opérations au Mali. La compagnie reste tributaire du cours élevé de l’or pour maintenir la croissance de ses revenus, alors qu’aucun signe de sortie de crise n’apparaît dans ses relations avec Bamako. La procédure engagée devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) pourrait durer plusieurs années et l’un des permis miniers de Barrick au Mali expire en 2026.

CONGO

ZIOC lance un plan bas carbone pour son minerai de fer Zanaga

Le secteur sidérurgique fait partie des filières industrielles les plus polluantes, avec environ 7 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre par an. Une situation que les producteurs de fer cherchent à inverser pour profiter des opportunités offertes par la transition énergétique. Zanaga Iron Ore Company (ZIOC) a annoncé, lundi 11 août, son intention de réviser le plan de développement de son projet de minerai de fer Zanaga en République du Congo. Cette initiative qui devrait notamment entraîner une mise à jour de l’investissement initial de 1,9 milliard USD (environ 1073 milliards FCFA) prévu survient alors que la société prévoit désormais de produire un concentré de minerai destiné à la production de boulettes de fer bas carbone à partir de cette future mine. ZIOC a lancé plus tôt cette année une série de tests métallurgiques qui ont, indique-t-elle, confirmé la capacité de Zanaga à assurer une telle production. Il s’agit d’un concentré de fer hautement enrichi pour le DRI (Direct Reduced Iron), un procédé consistant à produire du fer métallique à faible émission et prisé pour la production d’acier vert. Avec le nouveau plan annoncé, ZIOC entend optimiser la stratégie d’exploitation et les paramètres économiques de Zanaga. De premiers ajustements ont déjà été confirmés en ce sens, avec une hausse de 37 % de la valeur actuelle nette (VAN). Parallèlement, la société a annoncé une légère amélioration du taux de rentabilité interne (TRI) à 26,7 %, contre un taux de 26,2 % prévu dans la version révisée de l’étude de pré faisabilité publiée en avril 2024. Enfin, le coût d’exploitation est passé de 31,5 USD la tonne à 27 USD la tonne désormais. Ces mises à jour reposent en partie sur la prime de prix plus élevée que ZIOC espère obtenir avec le fer de qualité DRI de Zanaga. Bien que le DRI ne représente aujourd’hui qu’environ 7 % des matières premières métalliques utilisées dans la production d’acier, ce segment devrait croître avec la transition énergétique. Il constitue en effet l’un des leviers clés de la stratégie de décarbonation de l’industrie sidérurgique, responsable d’environ 7 % des émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre. Sur cette base, la société d’analyse CRU Research prévoit que le « DRI deviendra l’un des produits de base à la croissance la plus rapide dans la chaîne de valeur de l’acier ». Une tendance sur laquelle ZIOC compte ainsi surfer, misant sur la « capacité du projet Zanaga à produire une spécification améliorée pour répondre au secteur croissant du DRI à faibles émissions », selon son PDG Martin Knauth. Pour l’heure, aucun calendrier n’a été annoncé pour la publication du nouveau plan de développement en cours d’élaboration. Cela devrait toutefois intervenir après la mise à jour du coût initial du projet ainsi que des coûts d’exploitation associés d’ici fin 2025. Rappelons que Zanaga devrait produire 12 millions de tonnes de minerai de fer par an dès sa première phase d’exploitation, avant d’atteindre à terme 30 millions de tonnes.

BOURSE ZURICH

Confiance modérée, entre droits de douane et inflation US

La Bourse suisse faisait montre de confiance mardi matin dans les premiers échanges, sans pour autant tomber dans la témérité. Les investisseurs gardaient un oeil rivé sur les droits de douane américains, l'autre se tournant déjà vers le prochain relevé sur le renchérissement aux Etats-Unis.

Les négociateurs chinois et américains ont convenu de prolonger de trois mois la trêve dans la guerre commerciale opposant les deux premières économies de la planète. John Plassard, associé chez Cité Gestion souligne toutefois que ce sont les chiffres de l'inflation CPI aux Etats-Unis (agendés pour 14h30, ndlr) qui constitueront le point central de cette séance. Donald Trump a finalement confirmé lundi n'avoir pas imposé de barrière com-

merciale sur le négoce du métal jaune. "La mesure sert les intérêts des Etats-Unis en évitant de perturber les flux de l'or," explique chez Swissquote Ipek Ozkardeskaya. A 09h11, le Swiss Market Index (SMI) grappillait 0,08% à 11'879,26 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,11% à 1981,55% et le Swiss Performance Index (SPI) 0,15% à 16'591,57 points. Sur les 31 valeurs vedettes, seules sept se paraient de rouge.

Les valeurs du luxe Richemont (+1,0%) et Swatch (porteur +0,9%) menaient la danse, sans indication particulière. Le spécialiste de l'audition Sonova (+0,7%) faisait grand bruit pour le lancement d'un nouveau dispositif, miniaturisé et rechargeable. Le paquebot alimentaire Nestlé (+0,2%) soutenait mollement la progression d'ensemble. Les poids lourds pharmaceutiques en revanche figuraient tous deux du mauvais côté de la barre. Novartis (-0,1%) limitait les dégâts, suite à des résultats d'étude sur un traitement expérimental en immunologie. Le bon Roche perdait 0,4%. La lanterne rouge revenait à UBS (-0,9%), sur fonds de rumeur de désengagement

d'un investisseur institutionnel. Le géant ophtalmique Alcon reculait de 0,2%, sans indication particulière. Sur le marché élargi, le sous-traitant pharmaceutique PolyPeptide s'appréciait de 5,9%, après avoir resserré vers le haut le couloir de ses ambitions pour l'ensemble de l'année. L'équipementier de laboratoires Tecan (+13%) s'envolait, après confirmé un accès de faiblesse attendu au premier semestre, mais aussi lancé un programme de rachat d'actions. Le constructeur de machines de câblage Komax (-14%) occupait l'autre extrémité du classement, qui a publié une importante perte à mi-parcours en lieu et place d'un bénéfice escompté.

A TOKYO

L'indice boursier Nikkei atteint un record

L'indice vedette Nikkei de la Bourse de Tokyo a bondi de plus de 1.100 points mardi pour atteindre un niveau record, alors que les inquiétudes concernant les tarifs douaniers américains se sont atténuées. Le Nikkei a augmenté de 2,8% ou 1.162,86 points pour atteindre 42.983,34 en début d'après-midi, avant de reculer légèrement par la suite. Mais ce niveau a surpassé le précédent record (42.426,77 en juillet 2024). Selon les analystes d'IwaiCosmo Securities, "l'apaisement des tensions autour des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les spéculations sur une baisse imminente des taux américains" ont contribué à renforcer les espoirs des investisseurs nippons. Cela a contribué à la poursuite des achats, ont-ils poursuivi, concernant de nombreuses

actions, dans tous les secteurs. Dans le sillage des gains enregistrés par les actions technologiques américaines, l'investisseur technologique japonais SoftBank Group bondissait de 7,07% à 14.845 yens. SoftBank Group, qui réoriente son portefeuille vers l'intelligence artificielle (IA), avait annoncé jeudi avoir dégagé un bénéfice net bien meilleur qu'attendu au premier trimestre de son exercice 2025-2026, aidé par sa participation dans le champion des puces Nvidia. Advantest, fabricant de tests de semi-conducteurs, progressait de 7,34% à 11.255 yens. Le constructeur automobile Toyota gagnait 3,14% à 2.860 yens tandis que Fast Retailing, la marque de vêtement Uniqlo, gagnait 4,67% à 48.440 yens.

CAC 4

En hausse timide dans l'attente de l'inflation aux Etats-Unis

La Bourse de Paris gagne près de 0,4% ce matin, autour des 7730 points, tirée par Schneider Electric (+1,3%), Thalès et Société Générale (+1%). Les volumes restent par ailleurs extrêmement limités avec moins de 300 MEUR échangés depuis l'ouverture. En début d'après-midi, les regards se tournent de l'autre côté de l'Atlantique où sont attendus, à 14h30, les derniers chiffres de l'inflation US, sans doute le rendez-vous économique le plus risqué de la semaine. 'Une fois les chiffres de l'inflation publiés aujourd'hui, il n'y aura plus vraiment de gros événements susceptibles de faire bouger les marchés d'ici au rapport sur l'emploi américain prévu début septembre', croit savoir Michael Brown, analyste marché chez Pepperstone.

'Certes, Nvidia publiera ses résultats fin août, mais au vu de l'énorme hausse des investissements des géants du cloud, il y a peu de chances qu'ils déçoivent', estime-t-il. 'Bref, le terrain semble dégagé pour que la tendance haussière se poursuive', assure le stratège. Avec la remontée des anticipations de baisse des taux qui s'est récemment traduite par un tassement des rendements obligataires, les intervenants de marché espèrent que la Fed ne renonce pas à ses projets d'assouplissement monétaire, alors que les droits de douane imposés par Trump au reste du monde sont susceptibles de relancer l'inflation aux Etats-Unis. Dans ce contexte, le consensus table sur une légère accélération de l'indice CPI, à 2,8% sur un an contre 2,7% en juin.

APRÈS LA PROLONGATION DE LA TRÊVE COMMERCIALE USA-CHINE

Les principales Bourses orientées à la hausse

Les principales Bourses européennes sont légèrement orientées à la hausse mardi en matinée, le marché étant soulagé par la prolongation de la trêve commerciale entre les USA et la Chine. À Paris, le CAC 40 prend 0,54% à 7.739,74 points vers 07h10 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,21% et à Francfort, le Dax grappille 0,30%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,29% et le FTSEurofirst 300 de 0,28%. Le Stoxx 600 gagne 0,30%, pratiquement tous ses grands compartiments étant dans le vert mais avec des progressions modestes. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,14%

pour le Dow Jones, une baisse de 0,14% pour le Standard & Poor's 500 et un gain de 0,02% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en repli. Washington et Pékin ont annoncé lundi prolonger pour 90 jours leur trêve commerciale, s'abstenant de mettre en place des droits de douane réciproques supérieurs à 100%. Cela a alimenté un optimisme prudent dans les échanges en Asie, qui s'observe également en Europe, même si une telle décision ne constitue pas en soi une surprise. "La prolongation de la trêve sur les droits de douane a été largement intégrée dans les cours, ce qui explique la faible réaction", commente

Marc Velan, responsable des investissements chez Lucerne Asset Management. Les marchés ont surtout le regard tourné vers le sommet prévu vendredi en Alaska entre les présidents américain et russe, Donald Trump et Vladimir Poutine, qui pourrait déboucher sur un accord de cessez-le-feu en Ukraine et dont les conséquences sont multiples. "La voie diplomatique américano-russe sur le conflit ukrainien reste une inconnue, les traders surveillant une éventuelle surprise géopolitique qui pourrait perturber les voies d'approvisionnement ou les régimes de sanctions", a déclaré Priyanka Sachdeva, analyste chez Phillip Nova. Les chif-

fres de l'inflation américaine, qui pourraient donner un aperçu de la trajectoire de baisse attendue des taux de la Réserve fédérale (Fed), sont également surveillés. Les traders tablent actuellement avec une probabilité de 89% sur une réduction de 25 points de base des taux de la Fed en septembre. En Grande-Bretagne où l'inflation est également surveillée, la croissance des salaires est ressortie mardi en hausse de 5,0% sur la période avril-juin, soit le même rythme que sur les trois mois précédant mai. Cela devrait alimenter de nouveau les débats au sein du MPC, le Comité de politique monétaire, où ses membres ont été divisés la se-

maine dernière avant de décider d'une baisse des taux directeurs à 4,0%. Dans l'actualité des entreprises, Valneva bondit de 13% après avoir fait état mardi d'un chiffre d'affaires en hausse de 37,8% sur les six premiers mois de l'année, porté notamment par les ventes de son vaccin Ixiaro/Jespect. UBS recule de 1,22% après une vente d'environ 16 millions d'actions de la banque par un investisseur. Entain gagne 1,58% après avoir annoncé que ses perspectives de bénéfice annuel seraient supérieures aux attentes du marché, tandis que Bellway (+2,79%) est porté par ses prévisions de livraisons de logements pour l'exercice 2026.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 11 Août 2025					
Valeur : 13 Août 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8153	129.8303
1	EUR	EURO		151.2608	151.2912
1	GBP	POUND STERLING		174.6943	174.7380
100	JPY	JAPANESE YEN		88.0581	88.0982
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0753	18.0792
1	CHF	SWISS FRANC		160.6029	160.7208
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.2808	94.3123
1	DKK	DANISH KRONE		20.2643	20.2679
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5484	13.5515
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6316	12.6481
1	AED	UAE DIRHAM		35.3412	35.3491
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5897	34.5974
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.7883	424.9764
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0250	44.4674
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3615	14.3632
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8833	24.0058
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2512	3.2612
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2956	177.2956

PÉKIN SERRE LA VIS SUR LE LITHIUM

Les prix flambent sur les marchés

CATL a confirmé ce lundi la fermeture de sa mine de lithium de Jianxiawo pour 3 mois. L'annonce réjouit un marché mondial baissier depuis 3 ans, mais fait craindre un plus grand contrôle de Pékin sur le secteur.

La scène, rapportée par Bloomberg, se déroule en fin de semaine dernière, dans la province du Jiangxi : à proximité de la mine de lithium de Jianxiawo - propriété de Contemporary Ampere Technology (CATL), leader mondial des batteries - des traders font décoller un drone. L'appareil s'envole au-dessus de la mine, les pilotes fébriles essayant de détecter un ralentissement voire un arrêt de la production de cette mine qui fournit 3 à 6 % du lithium mondial. Si ces traders sont inquiets au point de jouer aux espions, c'est que le permis minier de Jianxiawo expirait ce week-end, sans confirmation de son renouvellement. Le couperet est tombé hier : la production est suspendue. Ce lundi, CATL a confirmé l'arrêt pour au moins 3 mois. Officiellement, sa licence a expiré le 9 août et l'entreprise a déposé une demande de renouvellement. La direction assure que « la production reprendra » dès obtention de l'autorisation. Aussitôt l'annonce rendue publique, les contrats à terme les plus échangés sur le carbonate de lithium à la Bourse des matières premières de Guangzhou ont bondi de 8 %, atteignant même la limite haute autorisée. Les valeurs minières chinoises et australiennes se sont envolées : Tianqi Lithium (+11 %), Ganfeng Lithium (+4 % à Shenzhen et +10 % à Hong Kong), Pilbara Minerals (+17,4 %), Liontown Re-

sources (+25 %). Les producteurs internationaux, du chilien SQM (+6 %) à l'américain Albemarle (+8 %), ont aussi profité de la vague. Après un pic en 2022, les prix de celui qu'on appelle « l'or blanc » ont baissé, en raison de l'ouverture de nombreuses mines et saumures ainsi que d'une demande en véhicules électriques moins rapide que prévu. Résultat : une croissance de la production de l'ordre de 60 % en deux ans qui crée une surabondance. Dans le même laps de temps, la tonne de lithium a perdu 90 % de sa valeur. L'arrêt de la mine de Jianxiawo atténue une partie de cette pression, offrant un bol d'air à des producteurs qui exploitaient, pour certains, à perte. Ainsi, en Chine, les prix du lithium ont déjà retrouvé début août leur plus haut niveau depuis mars. Mais Pékin ne pouvant satisfaire entièrement sa propre demande de minerais, les producteurs étrangers sont aussi les premiers favorisés par l'arrêt de Jianxiawo. « La Chine a toujours besoin d'importations de lithium. Si elle raffine 70 à 80 % du lithium mondial, elle est dépendante de cette matière première. Par conséquent, en diminuant sa production domestique, elle va devoir importer encore plus, ce qui explique la réjouissance des acteurs australiens », analyse pour La Tribune un expert du secteur. L'Australie reste pour l'instant le premier

producteur mondial, bien que la Chine pourrait dépasser l'île d'ici 2026. Depuis le début de l'année, Canberra pèse pour la moitié des importations chinoises.

Pékin serre la vis

Alors, pourquoi Pékin n'a-t-il pas renouvelé la licence de CATL ? À J+1, la réponse n'est pas encore claire, mais les pistes sont nombreuses. « Le permis est à l'arrêt, car il avait été initialement octroyé afin d'extraire des matériaux pour de la production de céramique, sauf qu'elle servait au marché de lithium », rapporte un connaisseur de la filière. Dans le milieu, les rumeurs vont bon train et il est difficile de savoir si Pékin se veut plus intransigente sur la réglementation et le contrôle des documents administratifs ou s'il s'agit d'un prétexte pour faire grimper les prix sur le marché. Dans l'hypothèse de la deuxième option : c'est une réussite. « Les investisseurs évaluent surtout le risque de perturbations plus larges », note Jefferies Financial Group, qui souligne que la province du Jiangxi concentre environ 10 % de la production mondiale. Autrement dit, l'arrêt de Jianxiawo resserre marginalement l'offre, mais ravive la crainte de nouvelles fermetures ordonnées par les autorités. « La poussée sur les marchés est plutôt émotionnelle », explique-t-on.

ALLEMAGNE

Les droits de douane plombent le moral des investisseurs en août

Le moral des investisseurs allemands a rechuté en août après trois mois consécutifs de hausse, plombé par les droits de douane américains et par la faiblesse de l'économie allemande au deuxième trimestre, selon le baromètre mensuel de l'institut économique ZEW publié mardi. L'indicateur a chuté de 18 points sur un mois, à 34,7 points, après avoir atteint en juillet son niveau le plus haut depuis la veille du déclenchement de la guerre en Ukraine. En cause : les experts des marchés financiers

sont « déçus » par l'accord commercial annoncé fin juillet entre l'Union européenne et les États-Unis, explique Achim Wambach, président du ZEW. Cet accord fixe une taxe de 15% sur les produits européens exportés aux États-Unis, après des mois de guerre commerciale qui faisaient craindre des droits de douane encore plus élevés. La baisse « substantielle » de l'indicateur s'explique aussi par « les mauvaises performances de l'économie allemande au deuxième trimestre 2025 », a ajouté Achim

Wambach. Le PIB de la première économie européenne a reculé de 0,1%, après une hausse de 0,3% au premier trimestre. Ces résultats prolongent deux années de récession, dues à la flambée des prix de l'énergie depuis la guerre en Ukraine et au ralentissement de la demande mondiale, qui ont durement frappé l'industrie, pilier de l'économie allemande. Les perspectives se sont « particulièrement assombries » pour les industries chimiques et pharmaceutiques, la construction mécanique et métallurgique ainsi

que l'industrie automobile, selon le ZEW. L'indice recule un peu moins que prévu par les analystes interrogés par la plateforme financière FactSet, qui tablaient sur 28,9 points. La composante mesurant la situation économique actuelle en Allemagne a elle reculé de 9 points, à -68,6 points. « La reprise du climat économique en Allemagne est pour l'instant terminée », commente Elmar Völker, analyste de la banque LBBW. « L'environnement économique devrait rester difficile pour le reste de l'année », ajoute-t-il.

SÉCHERESSE

Plus de la moitié de l'Europe et du pourtour méditerranéen affectés

Plus de la moitié des sols d'Europe et des côtes méditerranéennes étaient affectés en juillet par la sécheresse (52%) pour le quatrième mois consécutif, selon des données de l'Observatoire européen de la sécheresse (EDO). Ce taux de 52% est le plus élevé enregistré pour un mois de juillet depuis le début des observations en 2012, supérieur de 21 points à la moyenne 2012-2024. La sécheresse dans la région a battu des records mensuels chaque mois depuis le début de l'année. L'indicateur de sécheresse de l'observatoire du programme européen Copernicus, basé sur des observations satellitaires, combine trois paramètres : précipitations, humidité des sols et état de la végétation. Il se décompose en trois niveaux de sécheresse (surveillance, avertissement, alerte).

L'Europe de l'Est et les Balkans sont particulièrement concernés. Dans plusieurs pays, la part des sols en situation d'alerte a bondi : en Hongrie, elle est passée de 9% en juin à 56% en juillet, au Kosovo de 6% à 43% et en Bosnie-Herzégovine de 1% à 23%. Les vagues de chaleur qui frappent les Balkans depuis le début de l'été s'accompagnent d'un nombre record d'incendies, y compris dans les décharges à ciel ouvert, souvent illégales, qui dégagent fumées et gaz toxiques. A l'est de la Méditerranée, la Turquie est également touchée par une sécheresse persistante, qui affecte plus de 60% du pays chaque mois depuis mars et favorise la survenue d'incendies. Vendredi 8 août, des feux dans l'ouest du pays ont entraîné l'évacuation de trois villages et la

fermeture du trafic maritime dans le détroit des Dardanelles. En Europe de l'Ouest, la situation est plus contrastée. En France, plus des deux tiers des sols sont affectés par la sécheresse en juillet (68%), en nette hausse par rapport à juin (44%). Et le pays a subi l'un des plus gros incendies de son histoire : 13.000 hectares de végétation ont brûlé dans le département de l'Aude, dans le sud du pays. La France fait désormais face à une nouvelle vague de chaleur, la deuxième de l'été. Au Royaume-Uni, la situation s'améliore par rapport aux mois précédents mais plus des deux tiers du pays demeurent toujours en déficit d'eau. Quant à l'Espagne et au Portugal, ils restent relativement préservés avec des taux de sécheresse faibles (7% et 5% respectivement).

BANQUE DE FRANCE

Le PIB devrait encore progresser de 0,3% au troisième trimestre

L'économie tricolore devrait croître à un rythme proche de celui observé au trimestre précédent (+0,3%), indique l'institution. De quoi conforter la prévision de croissance du gouvernement pour l'année 2025 (0,7%). L'économie française fait mieux que résister. Elle devrait continuer de progresser au troisième trimestre avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée à 0,3%, selon des estimations de la Banque de France publiées lundi 11 août. Soit à un rythme proche de celui observé au trimestre précédent (+0,3%), après +0,1% au premier trimestre, indique la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture. De quoi conforter la prévision de croissance du gouvernement pour l'année 2025, revue à la baisse de 0,9% à 0,7% en avril dernier. Au deuxième trimestre, la hausse du PIB a été « sensiblement plus élevée » que ce qu'avait prévu la Banque de France dans son précédent point de conjoncture (+0,1%), a-t-elle reconnu. L'activité a notamment été tirée par le secteur des services marchands, en particulier l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. En revanche, elle a ralenti dans l'industrie manufacturière et s'est encore repliée dans le secteur de l'énergie. Pour l'industrie et le bâtiment, l'activité a progressé à un rythme plus important qu'anticipé par les chefs d'entreprise en juillet, soutenue par les matériels de transport et les biens d'équipement. Cette tendance devrait se poursuivre en août d'après les réponses de quelque 8500 entreprises ou établissements interrogées qui doivent être analysées avec « davantage de précaution en raison des congés », note la Banque de France. Dans les services marchands, l'activité devrait peu évoluer avec de fortes disparités en fonction des sous-secteurs en août, peut-on lire. L'indicateur mensuel d'incertitude qui repose sur l'analyse des réponses des entreprises continue de se replier dans les trois secteurs (industrie, bâtiment, service). Dans le bâtiment, il atteint son niveau le plus bas depuis la période du Covid-19. Il reste toutefois haut dans l'industrie, en comparaison des services et du bâtiment, la conséquence d'une plus forte exposition de ce secteur à l'international, et en particulier aux incertitudes liées aux nouvelles tarifications douanières américaines. Concernant les difficultés d'approvisionnement rapportées par les entreprises, elles restent globalement stables en juillet par rapport au mois précédent (8% des entreprises les mentionnent).

GROK 4, L'IA D'ELON MUSK

Il est désormais disponible gratuitement

La toute dernière version de Grok, Grok 4, est maintenant accessible gratuitement partout. Vous pouvez dès à présent la tester.

Il y a maintenant un mois, xAI présentait la toute dernière version de Grok, Grok 4. Un modèle de langage particulièrement puissant, capable de surpasser la concurrence sur plusieurs tests académiques. Un Grok 4 qui ne va pas rester mystérieux longtemps pour le plus grand nombre, avec ce déploiement mondial gratuit qui vient d'être annoncé par la société xAI.

Grok 4 devient gratuit partout dans le monde

Est-ce l'effet GPT-5 ? Depuis que la société de Sam Altman a présenté son nouveau modèle de langage, il y a une effervescence du côté de xAI et d'Elon Musk. Ce dernier a ainsi annoncé récemment l'arrivée de Grok-5 d'ici la fin de l'année. Et voilà que maintenant, on apprend qu'il est ouvert aux utilisateurs gratuits. En effet, Grok 4 est désormais ouvert à tous les utilisateurs, dont les utilisateurs gratuits, partout dans le monde – et donc en France. Pour ceux qui souhaitent directement en profiter, il suffit de sélectionner le mode « Expert » dans l'application mobile. Sinon, en sélectionnant le mode « Automatique », Grok choisira de quel modèle de langage user, et donc de Grok-4 quand c'est nécessaire.

**Un usage limité pour les utilisateurs gratuits**

Évidemment, si le cadeau est appréciable, il n'est pas non plus total. Il est en effet logique que l'entreprise ne fasse pas profiter de manière illimitée de sa meilleure technologie des utilisateurs

qui ne paient aucune espèce d'abonnement. D'où la précision apportée par Elon Musk. Le milliardaire américain a ainsi précisé à travers un message sur X que si «Grok 4 est désormais gratuit pour tous les utilisateurs [,] la version gratuite permet d'effectuer un petit nombre de requêtes par jour. Au-delà, un abonne-

ment est nécessaire. » Enfin, une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, xAI a aussi annoncé que le générateur de vidéo Imagine était aussi « gratuit pour une période limitée ». Alors, vous allez vous laisser tenter ?

Source : xAI sur X

Il refuse de migrer vers Windows 11 et traîne Microsoft en justice

Un utilisateur américain attaque Microsoft en justice pour l'obliger à prolonger le support de Windows 10. Ce dernier accuse le géant de Redmond de mettre en danger les données des utilisateurs en forçant la migration vers Windows 11. En octobre prochain, Microsoft cessera officiellement de prendre en charge son système d'exploitation Windows 10. Si la migration vers Windows 11 est vivement encouragée, les exigences matérielles de ce dernier obligent de nombreux utilisateurs à envisager une mise à niveau de leur matériel. Face à cette situation, un homme, Lawrence Klein, a intenté une action en justice contre l'entreprise de Redmond. Il accuse Microsoft de « compromettre » les données de ses utilisateurs dans une tentative

de monopoliser le marché des PC dotés d'IA générative.

Fin du support de Windows 10 : il conteste la décision de Microsoft et traîne l'entreprise en justice

La plainte déposée par Lawrence Klein dénonce une stratégie bien huilée de la part de Microsoft. D'après le plaignant, la société dirigée par Satya Nadella chercherait à forcer les clients à acheter de nouveaux appareils optimisés pour son assistant IA, Copilot, qui est intégré à Windows 11. La poursuite judiciaire affirme que « cette tactique dans la tentative de Microsoft de monopoliser le marché de l'IA générative a des conséquences de grande envergure au-delà de la

course à la domination du marché ». Toujours selon Lawrence Klein, cette situation met en lumière le sort de millions d'utilisateurs qui, faute de pouvoir acheter de nouveaux appareils ou de payer pour le support étendu, se retrouveront avec des machines vulnérables aux cyberattaques.

Des millions d'utilisateurs potentiellement exposés à des vulnérabilités

La plainte de Klein soutient que Microsoft est pleinement consciente des risques liés à l'arrêt du support de Windows 10. Elle pointe du doigt que de nombreux utilisateurs, y compris des entreprises détenant des données sensibles de consommateurs, « seront exposés à un risque

accru de cyberattaque ou d'autres incidents de sécurité des données, une réalité dont Microsoft est parfaitement consciente ». En définitive, Klein souhaite que Microsoft prolonge le support de Windows 10 « jusqu'à ce que le nombre d'appareils utilisant le système d'exploitation tombe en dessous d'un seuil raisonnable ». Cette affaire judiciaire soulève une nouvelle fois des questions quant à l'obsolescence programmée et la responsabilité des entreprises technologiques à l'égard de leurs utilisateurs. D'autant que dans le cas présent, de nombreuses personnes utilisent encore Windows 10 et ne disposent pas du matériel nécessaire pour pouvoir installer la dernière version du système d'exploitation.

Source : Neowin

Chez LG, l'écran OLED à dalle Tandem RGB va monter... jusqu'à 720 Hz !

LG Display ne cache plus ses ambitions dans le segment des écrans gaming très haut de gamme. Vitrine technologie ou véritable game changer pour les joueurs, le prochain écran de la marque affichera une fréquence de rafraîchissement maximale de 720 Hz ! Lors du salon K-Display 2025 à Séoul, la marque a levé le voile sur sa prochaine dalle OLED Primary RGB Tandem de 27 pouces, capable d'atteindre 540 Hz en 1440p... et même 720 Hz en 720p grâce à un mode Dual Mode pensé pour les joueurs les plus exigeants.

Une dalle 1440p qui repousse les limites de la fluidité

Comme nous l'avions récemment évoqué avec l'annonce de Super Display Co. (SDC) et son Flash540-Meta qui exploite cette même dalle signée LG Display, ce nouveau panneau affiche une défi-

nition native QHD (2560 x 1440 pixels) et repose sur la 4^e génération OLED du constructeur (Primary RGB Tandem OLED), déjà réputée pour ses capacités à afficher de hauts pics lumineux et des couleurs encore plus riches qu'auparavant. Sur ce coup, LG annonce une pic lumineux de 1 500 cd/m², et jusqu'à 4 000 cd/m² en HDR – un chiffre probablement limité à de petites zones de l'image, autour de 3 % de la surface totale. En parallèle, la dalle couvre 99,5 % de l'espace DCI-P3, un niveau déjà atteint sur d'autres modèles de la marque mais qui reste une référence dans l'univers OLED. Cette précision colorimétrique ouvre la porte à des usages créatifs exigeants comme l'étalonnage vidéo ou la production cinématographique.

Un Dual-Mode 540 / 720 Hz !

La véritable innovation réside dans



le Dual Mode proposé par l'écran. En abaissant la résolution à 720p, le taux de rafraîchissement peut grimper pour passer de 540 Hz à 720 Hz. De quoi offrir une fluidité inédite, réduire au maximum le flou de mouvement et maximiser la réactivité dans les jeux compétitifs. Pour les joueurs d'eSport, chaque

milliseconde gagnée peut faire la différence, et LG semble vouloir offrir l'outil ultime pour cet usage. Pour accompagner ces performances, LG applique un film antireflet spécial combiné à une structure de dalle repensée. Le constructeur annonce ainsi une efficacité accrue pour contrer les reflets, garantis-

sant une image lisible même en plein jour. La dalle a également obtenu plusieurs certifications de la part d'Intertek et UL Solutions, dont "Perfect Black", "Perfect Colour" et "100 % Colour Fidelity".

Disponibilité et positionnement

Hormis cela, nous avons encore assez peu d'informations sur cet écran, LG n'a pas encore donné de date précise pour le lancement commercial, mais on sait déjà que des marques comme Gigabyte ou la chinoise Super Display Company seront parmi les premières à proposer des modèles basés sur cette dalle. Au vu des caractéristiques et du positionnement clair sur le marché eSport, inutile de s'attendre à un tarif accessible : ce 540 Hz Dual-Mode et sa dalle Tandem RGB se destine avant tout aux joueurs compétitifs prêts à investir dans l'ultra haut de gamme.

Source : K-Display 2025

PORSCHE TAYCAN

Boudée en neuf, c’est une star de l’occasion électrique !

La Porsche Taycan se revend mieux que certaines Tesla sur le marché de l’occasion électrique, malgré des volumes de ventes sans communes mesures. Pourtant, elle peine à convaincre en neuf. Retour sur les raisons pouvant expliquer d’un tel contraste.

Les données d’immatriculations 2024 entre neufs et occasion montrent un contraste frappant. Alors que les chiffres publiés par l’Avere montrent par exemple que sur le segment des citadines, ses Fiat 500, Dacia Spring et Renault Twingo III constituent le podium des ventes neuves et occasion, à l’autre bout du spectre, sur les voitures "Grandes routières / Luxe", il est un modèle qui ne figure pas dans le top des voitures neuves. En revanche en occasion, il cartonne ! Il s’agit de la Porsche Taycan qui occupe la troisième place des grandes routières électriques d’occasion avec 4 % de part de marché, derrière les Tesla Model 3 et Model Y (respectivement à 42 et 12 % de parts). Comment expliquer un tel écart entre occasion et neuf, alors que l’an dernier, en 2024, seuls 366 exemplaires sont sortis de concession en France ? Très loin du Top 10 2024 des électriques. À titre de comparaison, Tesla écoulait 11 613 exemplaires de sa Model 3, et 28 576 Model Y !

Pourquoi la Taycan séduit en VO mais pas en neuf ?

Cette situation pourrait tout d’abord s’expliquer par l’arrivée sur le marché de Taycan issues de contrats de leasing de trois ans. Les premiers exemplaires, commercialisés fin 2019, reviennent aujourd’hui chez les concessionnaires. Des véhicules, souvent bien équipés et peu kilométrés, qui offrent une belle opportunité pour les acheteurs qui veulent se faire plaisir en Porsche électrique à moindre coût. En neuf, la Taycan souffre de plusieurs handicaps. Tout d’abord, une très forte décote : il suffit d’aller voir sur les



sites d’annonces pour voir qu’un modèle peut perdre jusqu’à 50 % de sa valeur en trois ans. De quoi inciter de nombreux clients à patienter pour l’acheter d’occasion. Ensuite, la concurrence s’est renforcée : Tesla a baissé ses prix et bénéficie d’un réseau de superchargeurs dense, tandis que de nouveaux modèles électriques plus performants ou moins chers ont vu le jour. Le prix neuf de la Taycan reste un frein majeur, dépassant les 100 000 € hors options (106 500 € pour une Taycan propulsion de base, 107 500 € pour le break Sport Turismo). Même pour une clientèle aisée, l’écart de tarif par rapport à une Tesla Model S ou Model 3 bien équipée peut

être difficile à justifier, surtout avec une autonomie parfois jugée inférieure aux standards actuels. Même si actuellement, elle est à la pointe de la vitesse de recharge : 320 kW grâce à sa plateforme 800V, 18 minutes pour charger de 10 à 80 %.

Un bon plan... au moins en apparence

Pour les acheteurs, la Taycan d’occasion représente une opportunité : bénéficier d’une berline sportive et luxueuse pour un tarif autrement plus abordable que le neuf. Sa présentation soignée, ses performances et peut-être aussi le prestige de la marque en font un modèle séduisant. Mais il existe des points de vigilance. Car les coûts d’en-

tretien, de réparation et d’assurance malgré tout élevés, Porsche oblige. Attention, aussi, aux problèmes de batterie qui ont pu toucher la Taycan et qui ont d’ailleurs fait l’objet de rappels, dont nous nous étions faits l’écho. Les premières versions disposent d’une autonomie inférieure aux modèles restylés. Enfin, les rapides progrès sur les batteries risquent d’amplifier encore la décote à moyen terme. La Porsche Taycan incarne ainsi le paradoxe de l’électrique premium : une valeur sûre pour les passionnés en seconde main, mais un choix difficile en neuf face à une concurrence plus agressive et mieux adaptée aux attentes actuelles.

La description du camping-car XXL signé Brabus a de quoi rendre fou

Si un jour vous croisez le Brabus Big Boy 1200, faites un vœu ! Plus rare que la plus rare des supercars, le camping-car hyper luxe de la marque allemande Brabus – qui est aussi un préparateur de renom – ne s’est ainsi sans doute vendu à ce jour qu’à de très rares exemplaires. Et pour cause, son prix dépasse les 1,5 million d’euros ! Pour ce tarif, qui dépasse l’entendement, C’est une vanlife mondiale en première classe à bord de ce motorhome qui s’ouvre à vous. Le Big Boy 1200 de Brabus est ce "grand garçon" qui dévoile une fiche signalétique qui ferait pâlir Goliath. Jugez de son gabarit : une longueur de 12 mètres de long (2,50m de large et 4m de haut) pour un poids de 26 tonnes. De quoi filer sur la route comme le vent en emportant tout sur son passage ? Pas du tout, puisque le moteur six cylindres turbodiesel de 12.8 litres développant 530 ch (pour un couple maximal de 2 600 Nm) ne permettra de circuler qu’à la vitesse limitée... de 90 km/h ! Equipé d’un châssis à trois essieux et de deux jeux de pneus jumelés de chaque côté à l’arrière, le Big Boy allemand est également doté



de deux extensions coulissantes électriques latérales, permettant d’agrandir la chambre et le salon jusqu’à une largeur de 4,50 mètres tandis que des supports hydrauliques extensibles assurent une mise à niveau parfaite du véhicule, garantissant ainsi une stabilité optimale du véhicule, et ce, assure le constructeur, sur n’importe quelle surface. Une fois la porte d’entrée franchie, le motorhome signé Brabus dévoile un salon avec deux canapés en cuir gris "maison". Un mobilier et un décor particulièrement étudié avec moquette haut de gamme,

boiseries raffinées, Alcantara noirs et inserts en carbone. La partie cuisine n’est pas en reste, avec des plaques à induction, un four, un lave-vaisselle et un grand réfrigérateur avec compartiment congélateur intégré. Une cave à vin est aussi au programme, livrée de série. On notera par ailleurs que le canapé situé en face de la cuisine, ainsi que les chaises design recouvertes de tissu noir et gris et la grande table noire, peuvent se muer en salle à manger. Et ce n’est pas tout : une luxueuse salle de bains en pierre naturelle avec douche à effet pluie complètent le



tableau, alors que les WC et le lavabo séparent la chambre du salon.

Un studio sur roues de 30m2

Développant une surface habitable exceptionnelle de 30m2, le Big Boy qui repose sur un Mercedes Actros abrite enfin deux modules extensibles dans le compartiment couchage, histoire d’accueillir un lit double transversal de 160 x 200 cm ainsi qu’un second lit double de pavillon électrique là encore pour deux adultes. Et, pour l’agrément de la chambre, un bureau et un té-

léviseur 4K de 43 pouces sont installés dans la paroi latérale opposée au lit. Fin du fin, une connexion à Internet par satellite via Starlink, permettra aussi d’accéder à tout moment à des services de streaming. Enfin, on l’a dit, pour tout quitter et partir vivre la vanlife de l’Alaska jusqu’en Nouvelle -Zélande, il faudra d’abord s’acquitter de la douloureuse d’au moins 1,5 millions d’euros. Un prix dingue mais qui n’en fait pourtant pas le numéro un en la matière, qui revient probablement au modèle de Marchi Mobil le Palazzo Superior.

Mots fléchés

Se revoir après de longues séparations		Don		Poèmes lyriques		Reine-marguerite		Capitale transalpine		Habitantes d'un capitale européenne	Possessif	Agile	
Sournois								Plante herbacée				Cours d'eau allemand	
								Formés					
Frangins		Saison		Épinceter		Spectateurs							
						Morceau							
						Traditions							
Alliance militaire					Aurochs				Durée d'une révolution			Certaine	
Femelles du singe					Devin français				Riche				
							Inutiles						Vin blanc liquoreux espagnol
							Noté						
Loupées		Couple				Relatif aux vaisseaux sanguins							
						Château de la Belle au bois dormant					Note de musique		
						Style					Tohu-bohu		
Fleuve mais aussi une guerre de Crimée		Prodige	Congé depuis les 35 heures hebdomadaire				Fin de messe	Intenter un procès					
				Rigide						Affoles		Fleuve côtier	
Donnant													
Administré								Bateau	Tas				
									Pluie de glace				
				Récépissé		Enduis de colle végétale							Son nom indique sa forme
						Entre amis							
Intronisât							Mer fermée					L'Estonie	
Durillon	Vénère		Bouleversé				Égrillards						
							Fouillée						
			Cuivre			Enregistrees sur bande							
			Mammifère marin										
Dépîtés						Engrais organique					Sélénium		
						Ancêtre					Personnes		
Installation ambulante		Poissons		Vive agitation	Surface agraire				Manche de tennis				Fleur d'arbrisseau
									Céréales				
								Aluminium		Salve			
Fromage couvert de paraffine					Exposer pour la vente							Milli-seconde	
Calcium													
	Auteur de 'Le nom de la rose'				Rivière du Congo					Célèbre dépêche			
	Céréale							Écope					

Saisie de 20.000 euros non déclarés à l'aéroport de Sétif

Les éléments de l'inspection de visite aux voyageurs de l'aéroport du 8-Mai 1945 de Sétif, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Sétif (compétence de la direction régionale de ce corps à Sétif), ont saisi un montant en devises non déclarées estimé à 20.000 euros, selon un communiqué publié mardi par ce corps constitué. Le document précise que le montant en question, découvert à la suite d'une fouille corporelle d'une passagère en provenance de la ville de Paris (France), a été saisi en application de la législation et de la réglementation relatives au change et au mouvement de capitaux de et vers l'étranger.



POUR BANNIR LE TRAVAIL DES MINEURS D'ICI 2030

Le monde doit multiplier par 11 le rythme actuel de réduction

Alors que son éradication est attendue pour 2025, selon les Objectifs de développement durable, le travail des enfants touche encore des dizaines de millions de mineurs. Avant l'échéance 2030 pour l'atteinte des ODD, le monde a encore une chance de tenir cette promesse. Entre 2000 et 2024, le nombre d'enfants travailleurs a chuté de 245,5 millions à 137,6 millions. La cible 8.7 des Objectifs de développement durable (ODD) adoptée en 2015 visait pourtant leur éradication totale dès 2025. Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié en juin 2025, il faudra désormais multiplier onze fois le rythme de recul observé ces quatre dernières années pour éliminer le travail des enfants d'ici 2030, échéance des ODD. Avec des objectifs moins ambitieux, l'élimination du travail nécessiterait d'accélérer respectivement 7 et 4 fois le rythme de réduction actuel, pour atteindre l'objectif en 2045 ou 2060. Quoi qu'il en soit, les auteurs estiment qu'une augmentation massive de la vitesse et de l'ampleur des réformes menées jusqu'ici est indispensable. Concrètement, il s'agit de garantir une scolarité gratuite et de qualité aux enfants, afin de leur offrir une alternative au travail et jeter des bases solides pour un travail décent à l'âge adulte. Il faut également renforcer les protections juridiques contre le travail des enfants, notamment en garantissant l'enregistrement universel des nais-

sances. Les autres mesures préconisées par l'OIT incluent un meilleur accès aux services de base pour les populations, notamment l'eau potable et l'électricité. Cela réduirait la nécessité pour les enfants d'effectuer des tâches pénibles et leur libérer du temps pour l'école, les loisirs et le repos. Il faut aussi rendre la protection sociale universelle pour amortir les chocs économiques, assainir les chaînes d'approvisionnement, notamment dans les microentreprises informelles où l'emploi d'enfants est le plus courant.

L'Afrique, principale concernée

C'est en Afrique subsaharienne que les différentes mesures évoquées sont les plus urgentes, car la région concentre 87 millions d'enfants travailleurs, soit près des deux tiers du total mondial. Elle affiche également la prévalence la plus élevée, avec 22 % des enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, contre 8 % en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest et une moyenne mondiale de 7,8 %. Entre 2020 et 2024, la prévalence y a pourtant reculé de 10 %, retrouvant son niveau de 2012, mais la croissance démographique a empêché toute baisse du nombre absolu d'enfants concernés en Afrique subsaharienne. Si les tendances régionales restent inchangées, le fardeau du travail des enfants se concentrera presque entièrement en Afrique subsaharienne. Les effectifs pour-

raient y dépasser 100 millions après 2030 sous l'effet de la seule croissance démographique. En maintenant cependant le rythme actuel de réduction, la région pourrait quasiment réduire de moitié le nombre d'enfants concernés d'ici 2060.

Des menaces actuelles et à venir

Cette trajectoire positive reste fragile. Le changement climatique constitue une menace, car il pourrait faire basculer entre 32 et 132 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, poussant davantage d'enfants vers le travail pour compléter les revenus familiaux. Les aléas climatiques perturbent également les récoltes, ce qui oriente certains agriculteurs vers des cultures plus intensives en main-d'œuvre infantile, ou incitent les familles à envoyer leurs enfants dans des secteurs comme les mines ou la manufacture

lorsque l'agriculture ne suffit plus. Parallèlement, les conflits et situations de fragilité institutionnelle aggravent la pression : la prévalence atteint 21 % dans les zones de conflit contre 5 % dans les pays épargnés. Les niveaux de revenu et de développement humain amplifient encore ces vulnérabilités, puisque près d'un enfant sur quatre travaille dans les pays à faible revenu, contre moins de 1 % dans les pays à revenu élevé. Face à tous ces risques, bannir le travail des enfants ne pourra réussir que si les acteurs globaux dialoguent avec les populations locales et investissent dans des alternatives viables. À défaut, le risque est grand de déplacer le problème plutôt que de le résoudre, et de compromettre la promesse mondiale d'une enfance libérée du travail d'ici 2030.

Agence

ASSASSINAT DE SIX JOURNALISTES PALESTINIENS À GHAZA

Le SNJ condamne

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a condamné, mardi, le meurtre de six journalistes palestiniens, tombés en martyrs, dimanche à Ghaza, suite à une frappe aérienne de l'armée sioniste. "Six confrères palestiniens exerçant sur le front infernal de Ghaza pour le compte de la chaîne Al Jazeera et d'autres médias ont fait l'objet d'un acte terroriste, froidement perpétré par l'armée génocidaire" sioniste, a écrit le SNJ dans un communiqué, tout en dénonçant "une boucherie contre ces témoins gênants qui transmettent au quotidien les horreurs que subit tout un peuple isolé (...), ce qui interpelle plus que jamais la communauté internationale dans son ensemble". Par ailleurs, le SNJ tient à exprimer son "entière solidarité avec l'ensemble des confrères exerçant dans des conditions dramatiques à Ghaza".

Pensée pour Mohamed Ayadi

Difficile d'évoquer Mohamed sans penser à sa compagne dans la vie qui l'a quitté trop tôt. Chaque fois qu'il en parlait, sa gorge se nouait et il retenait difficilement ses larmes, tant elle a été plus qu'une épouse aimante et attentionnée. On dit souvent que le temps est le meilleur remède. Il n'aura même pas été un sédatif pour lui. C'est aussi cela Mohamed. Un autre visage que vous, ses enfants, vous n'avez peut-être pas connu tant il tentait de ne rien vous montrer. Mais ce que vous n'ignorez certainement pas est que Mohamed a su cultiver plusieurs cercles d'amis d'horizons divers, qu'il faisait rencontrer, pour un enrichissement mutuel, en offrant votre maison et votre appui. C'est l'occasion de vous rendre hommage et vous en remercier. Vous avez été les artisans discrets de ces moments de partage. Un ami commun, Farouk, ayant parcouru plus de 500 Km pour être présent à l'enterrement, me disait « vois-tu, même depuis sa dernière demeure, il nous aura encore réunis ». C'est une partie du legs qui est le vôtre aujourd'hui. Mohamed aura porté jusqu'au bout l'amour de l'Algérie. Il en parlait toujours avec raison, mais avec fougue et passion. Cet amour venait du tréfonds, de ses entrailles

comme il aimait à le rappeler. Jusqu'au bout il aura tenté de contribuer à sa construction. Son empreinte est encore indélébile, quand-bien même elle n'est plus toujours apparente ou oubliée. Evidemment la mémoire étant courte, on ne se souvient encore que de la Transsaharienne qu'il a portée à bout de bras, frappant à toutes les portes, sur le continent et au-delà, à celles des institutions multilatérales de financement, pour assurer sa réalisation. Il est exceptionnel qu'un expert, quand bien même reconnu, fasse l'objet d'un standing ovation de Ministres de plusieurs pays réunis autour d'un projet de développement. Mohamed a fait partie de cette catégorie. J'en ai été témoin, les pays parties prenantes à la réalisation de la Transsaharienne avaient tout fait pour l'obliger à rester à la manœuvre, malgré sa volonté et son désir de passer la main, sentant la force lui manquer. Il n'était pas homme à s'accrocher aux postes lorsque son apport devenait négligeable ou sa présence contre-productive. C'est aussi ça Mohamed. Il a initié la transformation de la Transsaharienne en un corridor d'intégration régionale et de développement des pays et des zones concernés. Une œuvre de longue haleine qui, espérons, verra le jour. Même au cré-



puscule de sa vie, jusqu'au bout, il aura tenté de lutter contre l'enferment, en faveur de l'ouverture au monde. Il aimait rappeler que la coopération dont a bénéficié l'Algérie a été pour beaucoup dans la formation des véritables capitaines d'industrie qui ont relevé le défi de la construction du pays au lendemain du recouvrement de l'indépendance. Ceux qui ont fait que l'Al-

gérie est encore debout malgré les multiples vicissitudes qu'elle ne cesse de subir. Jusqu'à son dernier souffle, il n'a cessé de rappeler aux jeunes et moins jeunes, l'importance de l'ouverture au monde et de l'humilité à garder pour faire face aux défis actuels. Il avait toujours le verbe fort, imagé, mais juste et approprié. Une qualité bien rare. Il ne parlait jamais de l'Algérie d'aujourd'hui sans se référer à ce qu'il a parcouru et à ce que ce pays lui a donné, en tant qu'enfant d'un village perdu dans les Hautes Plaines de Sétif, El Ourissia. Il était comme un chêne dont les racines demeuraient profondément ancrées dans sa terre natale nourricière et protectrice. Vous, ses enfants, venez de perdre un père aimant et attentionné. Nous sommes nombreux à avoir perdu un ami toujours disponible, un compagnon de route plus droit que la justice. Le vide créé par son départ si soudain n'est pas seulement celui de ses enfants, il est celui de tous ses amis et compagnons. Puisse la terre qui lui a donné naissance et qui l'accueille à nouveau, près de sa compagne dans la vie, lui soit aussi légère que la plume d'un oiseau.

Naceur Bourenane
11/08/2025